LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

2€ ISSN 0026-9433

N° 1595
du 13 au 19 mai 2010

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

« J'ai l'espérance d'une organisation sociale dans laquelle personne ne contrôle autrui et où chacun se contrôle soi-même.»
Voltairine de Cleyre

La réaction met le turbo

M 02137 - 1595 - F: 2,00 €

Sommaire

Faits d'hiver, par J.-M. Raynaut, *page 4*

Nouvelles **des fronts,** par H. Lenoir, *page 5*

Brèves en désordres, *page 6*

L'islam en question, par V. Benito, *page 7*

À la petite semaine, par Floréal, *page 8*

Droite dans ses **bottes**, par M. Silberstein, *page 9*

Les retraites à la loupe, par J. Langlois, *page 10*

Meurtres à **Oaxaca**, par C. Albertini, *page 13*

Communiqué de **Vocal**, *page 15*

Famille, **je vous haime**, par N. Potkine, *page 16*

L'art confisqué par les nazis, par P. Sommermeyer, *page 18*

Passe ta BAC d'abord, par Paco, *page 19*

La brochure de **Radio libertaire**, *page 20*

Vie du **mouvement,** *page 21*

Radio libertaire, demandez le programme ! *page 22*

L'agenda de toutes **les escapades,** *page 23*

Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 n^os^	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 n^os^	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 n^os^	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 n^os^ ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44 145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Editorial

Des escrocs et des voleurs

Fabrice

Groupe La Sociale, Rennes

Il y a quelque temps, on nous avait fait le coup de la crise mondiale. Venue des États-Unis, ça embrasait toutes les Bourses du monde. Fallait se serrer la ceinture, mettre la pédale douce au niveau des revendications sociales, une sorte de solidarité à la manière tordue. Maintenant on reste au niveau européen et c'est quasiment une déclaration de guerre sociale. Nos chers dirigeants remettent à l'ordre du jour l'austérité et on peut dire avec facétie qu'ils veulent mettre la France au régime grec. Ce qui veut dire, en clair, le gel des dépenses de l'État pour trois ans. D'autant que le Fonds monétaire international entend dicter aux Hellènes la marche à suivre pour cravacher le processus de la casse sociale. Pour exemple, dans le « mémorandum d'accord sur le plan d'aide à la Grèce », il est stipulé que l'augmentation des dépenses publiques liées aux retraites ne pourra excéder 2,5 % du PIB avant 2060 ! Voilà du grain à moudre pour la contestation à Athènes et ailleurs. De toute façon, pour le gouvernement français, c'est une aubaine, une justification pour une cure d'austérité et faire passer à la trappe le front syndical plus que chaotique dans la défense des retraites. L'union sacrée dans les relations sociales pour ne pas « embêter » les aspirations présidentielles de Dominique Strauss-Kahn – ça pourrait être le titre d'un nouveau feuilleton. Bon, tout ça fait la une de pas mal de quotidiens et de magazines. Par contre, silence complet sur les luttes dans l'automobile, par exemple à Goodyear à Amiens où des licenciements sont « à l'étude ». Qui a vraiment été informé sur les luttes des « Écureuils en colère » de l'Ile-de-France ? Il s'agit des employés des caisses d'épargne, qui réclament une prime égalitaire de 3 000 euros, revendication portée par l'intersyndicale Sud, CGT et Unsa. Autre lutte passée sous ilence, celle des professionnels de la petite enfance. Nous avons parlé dans *Le Monde libertaire* des camarades de People and Baby, syndiqués à la CNT. Là, un mouvement, des journées d'action sont à l'ordre du jour. Un collectif, « Pas de bébé à la consigne », des slogans, « Halte à l'élevage en batterie, nos enfants ne sont pas des poulets », mais tout ça saura-t-il rebondir avant la trêve estivale ? Selon un rapport de l'Unicef, la France est en troisième position derrière la Suède et l'Islande, mais pour combien de temps ? Bref, au niveau social et revendicatif c'est un peu tiède. La désunion syndicale commence à rentrer tristement dans les mœurs, l'union dans les luttes semble appartenir au passé. Il faut chercher l'espoir ailleurs !

« ESCROCS, VOLEURS » c'est ce que scandaient notamment les manifestants grecs massés devant le Parlement à Athènes, mardi 5 mai, jour de grève générale. La colère était immense, palpable bien au-delà d'ailleurs des affrontements ponctuels avec la police.

Effectivement, en Grèce, en Espagne, au Portugal, comme ailleurs, les escrocs au pouvoir tentent de faire payer aux salariés, aux jeunes, aux chômeurs, aux retraités l'addition de la crise de leur système économique.

En France, l'offensive du patronat et du gouvernement va porter sur la question des retraites, sachant que si la couleuvre passe, cela ouvrira un boulevard pour tous les autres mauvais coups annoncés par Fillon pour 2011. C'est dire si l'enjeu est majeur et rien, par conséquent, ne nous sera épargné : propagande intense, manœuvres politico-syndicales, déchaînement médiatique, etc.

Il faut dire que l'arnaque est énorme, nous l'avons déjà maintes fois démontré dans ces colonnes* : les patrons sont exonérés depuis 1992 de 250 milliards d'euros de cotisations sociales (notre salaire différé qui aurait dû être versé à la Sécu et que l'État pille au profit des patrons et des actionnaires) et l'on nous explique que peut être, selon certains calculs, d'ici 2050 (!), il manquerait 150 milliards dans les caisses (mais au rythme actuel ce sont 1 250 milliards d'exonérations qui auront été accordés à cette date !), que c'est horrible et qu'une réforme s'impose donc. Ils nous prennent vraiment pour des cons !

Mais toute arnaque, surtout quand la ficelle est grosse, nécessite des complices. Dans ce domaine reconnaissons à François Chérèque, leader de la CFDT, celui-là même qui a déjà trahi les salariés en 2003, le mérite de la constance. Il a déclaré le 30 avril sur LCI : « Je regrette que le gouvernement n'aille pas assez loin sur le fond. Il manque de courage. Ce que souhaite la CFDT, c'est une vraie réforme de fond, un système plus moderne, plus adapté à la réalité des gens. »

Bref, ce sale con se propose ni plus ni moins que de flinguer le système solidaire de retraite par répartition au profit d'un système individuel par capitalisation !

Et il faudrait, au prétexte d'unité syndicale, s'aligner peu ou prou sur ses positions ! Que cela soit la stratégie de Thibault

(mais certainement pas de nombreux militants CGT), on le sait. L'axe CFDT-CGT, depuis leur accord de 2008 avec le Medef et Sarkozy sur la représentativité, blinde toute l'activité syndicale. Mais que Solidaires, qui bénéficie d'une image de « radicalité », continue d'expliquer qu'ils sont pour la grève générale, quasiment insurrectionnelle, si tout le monde est d'accord dans l'intersyndicale, on croit rêver ou plutôt cauchemarder. Car, de fait, c'est se soumettre au droit de veto de la CFDT. Bas les masques !

Quand on sait que le même Chérèque a craché littéralement sur les grévistes cheminots de la CGT et de Sud, leur donnant même des leçons « d'honneur » sur Europe 1 le 25 avril dernier : « Quand on est dans un cas de force majeure avec les avions, l'honneur des cheminots qui étaient en grève aurait été de reprendre le travail. Certains cheminots ont fait des heures supplémentaires pour aider les usagers mais je regrette que les autres ne l'aient pas fait. Pour l'image du syndicalisme, c'est pas bon. »

Faut-il en rajouter encore sur la nature de l'intersyndicale nationale et sur l'obstacle qu'elle constitue pour une véritable bagarre. La énième « journée d'action », le 27 mai, en réponse à l'initiative de FO, s'inscrit dans ce cadre pourri : la déclaration unitaire (CFDT, CGT, FSU, Unsa, Solidaires) dit notamment que « la concertation en cours, le calendrier extrêmement serré n'offrent pas une qualité de dialogue social acceptable ». En clair, c'est juste un problème de « timing ». Faut nous laisser le temps de faire avaler la couleuvre aux salariés. On voit d'ailleurs sur quelle base : on proclame qu'il ne faut pas toucher à la retraite à 60 ans (Besancenot dit pareil), mais sans rien dire sur le reste et notamment le nombre d'annuités nécessaires pour une retraite complète, le mode de calcul de la pension des fonctionnaires, etc. Bref, Sarko et Fillon peuvent laisser officiellement l'âge de départ à 60 ans tout en sachant que dans les faits personne ne pourra partir à cet âge. Mais on nous présentera cela comme une grande victoire syndicale.

Redisons-le, l'important n'est pas d'amener tous les salariés dans l'« unité » certes, mais dans le mur, c'est de faire la clarté sur les revendications et les moyens de les faire aboutir.

Dans mon précédent article, j'évoquais la position originale de FO « Il n'y a rien à négocier » (non à l'allongement de la durée de cotisation, maintien du code des pensions) qui l'a amenée en toute logique, malgré les critiques acerbes des uns et des autres, à sortir de l'intersyndicale.

Je constatais aussi dans le même article que cette position assez claire ne se traduisait pas par contre en initiative d'ampleur. Il faut croire que la direction de FO lit *Le Monde libertaire* car la commission exécutive, réunie en urgence le 4 mai, a décidé d'une journée de grève interprofessionnelle le mardi 15 juin (période où le préprojet de loi sur les retraites devrait être publié) assortie d'une manif nationale à Paris – ce qui n'est pas rien. Dans la déclaration adoptée, il est dit notamment : « Pour FO, il n'est pas question que les travailleurs fassent les frais de la crise provoquée par les intervenants sur les marchés financiers, intervenants qui dictent encore aujourd'hui le comportement des gouvernements dont le gouvernement français. » Cette décision, fruit d'une pression considérable de la « base » qui s'est manifesté lors du dernier comité confédéral national, fin mars, correspond à un objectif simple : même si l'histoire ne repasse jamais exactement deux fois les mêmes plats, il s'agit de tenter de refaire le coup de 1995. À l'époque, le Premier ministre Juppé voulait déjà s'attaquer aux retraites, avec le soutien affirmé de Nicole Notat, la « tsarine » comme on l'appelait de la CFDT.

FO avait alors décidé seule de l'organisation d'une grève et d'une manif nationale, entraînant finalement des pans entiers de la CGT. Cela avait été le déclic tant attendu et la grève s'était répandue comme une traînée de poudre, échappant même en partie aux appareils et Juppé-Notat avaient dû remballer leur « réforme ».

Personne ne prétend que la grève du 15 juin et la manifestation nationale suffiront pour gagner, mais cela pose au moins nettement la question essentielle de la clarification des revendications.

Au-delà des questions de « boutique » syndicale, il revient de mon point de vue aux militants anarchistes de contribuer à cette clarification et par là même de renforcer la capacité de construire la résistance sociale, notamment par la grève générale. Il est clair qu'au passage, nous aurons à bousculer tous les appareils politiques et syndicaux et à faire face aux escrocs et voleurs de tous poils. Le congrès de la fédération anarchiste qui se tiendra les 22,23 et 24 mai devra se pencher sérieusement sur la question car l'enjeu, sans se raconter d'histoire sur ce que nous pesons, sera tout de même de mettre une organisation efficace au service des luttes. F.

---

* Voir notamment l'article de Jacques Langlois dans le présent numéro, p. 10.

Hommes ou gendarmes ?

Non, ce ne sont pas des gendarmes français qui ont arrêté Ida Grinspan en 1944 ! C'était juste des hommes !

Depuis cinq ans, la classe de troisième de Nathalie Lanzi, professeur d'histoire (et conseillère régionale socialiste) au collège (privé) de La Coudre (79), a entrepris un travail sur la déportation.

Ce dimanche 25 avril 2010, à l'occasion de la Journée nationale du souvenir et de la déportation, les enfants devaient lire un texte d'Ida Grinspan (inspiré de son livre, coécrit avec Bertrand Poirot-Delpech, *J'ai pas pleuré*, Robert Laffont, 2002) relatant son arrestation par trois gendarmes français en 1944, dans les Deux-Sèvres.

Gentil chien socialiste du pays de notre royale Ségolène, l'enseignante a cru bon de soumettre ce texte aux élus municipaux.

Michel Birault, adjoint au maire, et ancien gendarme, lui a alors demandé de remplacer le mot « gendarmes » (jugé trop stigmatisant pour une profession) par « hommes ».

Le gentil chien socialiste a obtempéré.

Ça n'a pas empêché le maire (Nouveau Centre) de Parthenay de s'opposer à la lecture de ce texte.

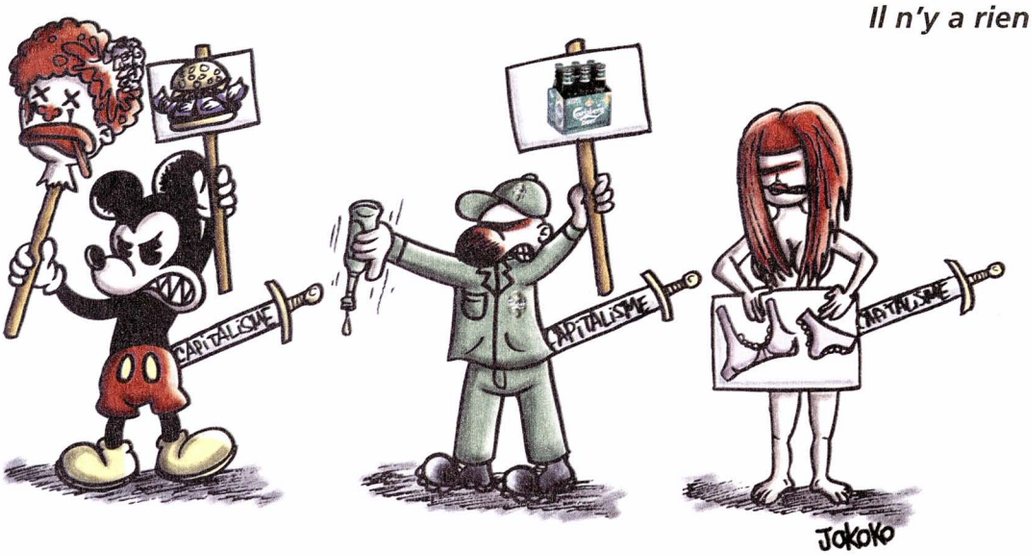
Aux dernières nouvelles, « surpris » par le tollé qui a fait suite à sa décision, M. le maire aurait reconnu une « maladresse » et présenté ses excuses à Ida Grinspan, « qu'il serait honoré de recevoir personnellement à Parthenay ».

Comme en 1944, la gendarmerie locale sera-t-elle présente ?

Jean-Marc Raynaud

Nouvelles des fronts

Il n'y a rien d'autre à dire que : Vivre
A. Arais



Un grand premier mai unitaire et à moitié foiré et hop plus de souci pour les pensions, le gouvernement battrait en retraite pour si peu, on se moque de qui ? Espagne, Italie, Portugal, Grèce…, les uns après les autres les pays européens tombent sous le joug du « réalisme démographique » et des restructurations, et aucune manif, fût-elle de masse, n'a fait jusqu'alors reculer un gouvernement…

Alors Thibault et consorts, une fois de plus, nous ont pris pour des billes et le projet de loi sur les retraites sera voté comme il se doit avant les congés d'été afin d'éteindre sous les crèmes solaires la colère populaire. Aucune manif, alors que faire ? Toujours la même vieille recette, prendre l'argent où il est, dans les caisses du patronat où s'entasse la plus-value réalisée sur le travail. Il est paradoxal de voir un pays plus riche qu'à la Libération pratiquer des coupes sombres sur les acquis des maquis. Alors, et cela au niveau européen, nécessite d'autres outils que la manif parisienne, marseillaise, bruxelloise ou athénienne. Comme cela commence à se faire ici ou là, occupation, séquestration, grève générale illimitée avec en prime quelques usines brûlées un soir de colère, comme autrefois les châteaux des aristos.

Une nouvelle classe de hobereaux de la finance et du Cac nous tond chaque jour un peu plus. Aux vieilles misères, les vieilles recettes : « À la lanterne ! »

Et pourtant, ils se battent mais toujours et encore en ordre dispersé et bien souvent avec l'épée du capital dans les reins, pour une prime, pour reculer le temps de la dèche dans des bassins d'emplois sinistrés.

À Sodimatex, à Crépy-en-Valois, l'usine n'a pas sauté et les « négociations » ont permis d'obtenir quelques euros de prime supplémentaires. Mais ailleurs, d'autres usines pourraient devenir les lieux flamboyants de la lutte des classes et d'un postluddisme du désespoir. Que ce soit celle du fabricant de lingerie Lejaby dans le Rhône où 197 salariés seront bientôt à poil comme 147 autres chez Playtex. Ou alors l'usine de prothèses PIP à La-Seyne-sur-Mer (Var) où 120 salariés vont subir une mauvaise greffe ou encore les usines Thomson de Rennes (198 emplois menacés), de Brest ou encore des Yvelines où 129 postes se jouent durant la séquestration de quelques cadres serviles. À moins que ce ne soit celle de PSA à Meulin-Sénart (77), où ce sont 400 emplois qui seront mis au tapis, où de Sanofis-Aventis et ses 1 000 suppressions annoncées où, pour finir, celle du groupe Entremont où 80 emplois menacent de tourner au lait caillé. Les paris sont ouverts car un jour, il est probable que par désespoir, les menaces seront mises à exécution, pour l'exemple ! Défendre l'outil de travail à des limites sauf à le collectiviser et à reprendre la production dans un cadre autogestionnaire !

Et pourtant, avant ce « grand » premier mai déjà oublié, de nombreuses grèves sectorielles ont éclaté. À la SNCF, quatorze jours de grève pour presque rien. On s'étonne ? À moins que ce ne soit pour redorer le blason d'une CGT en perte de vitesse mais alors qu'allait faire SUD-Rail dans cette galère ? À retenir, une DRH aux ordres de Sarko qui ne négocie pas durant le conflit, sans doute un ballon d'essai pour les prochaines grèves dans les services publics… À suivre.

Mais encore grève des marins de la SNCM et de CNM entre la Corse et le Continent, grève du syndicat du Livre à Paris et des personnels de *Nice-matin* ; grève des tris postaux des Hauts-de-Seine face aux « reclassements » incertains des 400 trieurs dont les postes sont supprimés ; deuxième grève dans les crèches face aux dégradations des conditions d'accueil des enfants et de travail des salariés, et grève au Samu social de Paris où, comme chez Emmaüs il y a quelque temps, charité rime avec précarité. Grève à la Caisse d'épargne d'Ile-de-France contre les cadences infernales et débrayages et grèves tournantes à Airbus pour des embauches et des augmentations de salaire.

Petites victoires juridiques dont on se contentera faute d'action directe chez Myrys où le patron a pris un grand coup de pompe dans le cul, et surtout a été condamné à verser 3,82 millions d'euros aux 277 salariés virés en 2000 (faut pas être pressé !) sans cause réelle et sérieuse et pour inexécution des obligations en matière de reclassement. Trou d'air chez Easy Jet condamné à une amende de 1,4 million d'euros pour avoir employé des salariés en France sous contrat de travail britannique, donc avec moins de cotisations sociales. Toujours ça de gagner aisément… sauf à se faire pincer.

Ailleurs dans le monde, grève exemplaire chez Carlsberg à Copenhague contre la diminution de l'allocation journalière de bière gratuite, grèves sectorielles et générale en Grèce face aux malversations et à la spéculation et au risque d'un recul de l'âge de départ à la retraite de 53 à 67 ans ; augmentation du chômage en Espagne, plus de 4 millions de salariés privés d'emploi.

Et toujours des morts dans les mines. Cette fois en Virginie, où vingt-cinq mineurs ont péri. Mais qu'on se rassure, la Chine de l'Exposition universelle conserve le record du monde avec 2 536 morts en 2009. Devenir une grande puissance, ça se paye… Quant à la France, petite puissance, on ne déplore que le suicide du chef de cuisine d'Euro Disney, le troisième chez Mickey en deux mois. La souffrance et les suicides au travail ou à cause du travail ne sont pas des contes de fées, il convient d'en parler aux enfants.

Hugues
Groupe Pierre-Besnard

Brèves de combat

Ça se Corse en Grèce !

Le 5 mai, le cortège du Pame (front syndical émanant du KKE, le PC grec) regroupait à lui seul pas moins de 25 000 personnes dans les rues d'Athènes. Sur la longue avenue Patission, des milliers de Grecs étaient rangés derrière différentes banderoles, de la Syriza (coalition de la gauche radicale), des syndicats Adedy (secteur public) et de la GSEE (secteur privé), des sans-papiers et des travailleurs immigrés, ou encore d'anarchistes. Environ 50 000 personnes ont défilé à Salonique, avec affrontement de plusieurs heures avec la police. Les anarchistes ont occupé le « labour center » de la ville. À Patras, 20 000 manifestants ont été rejoints par des tracteurs et des camions de ramassage des ordures, quelques barricades. À Ioannina, 10 000 personnes environ. Comme quoi tout arrive à qui sait attendre ! Bientôt chez nous ?

1er mai en France et à Paris

Les manifestations du 1er mai ont rassemblé environ 350 000 personnes dans toute la France. Pour les syndicats, il s'agit d'une « base de mobilisation importante ». C'est tout ? À Paris, la traditionnelle manif des libertaires a rassemblé environ un millier de personnes, de la place des Fêtes à la Répu. Bonne présence de la FA, de la CNT et autres OSL, Act Up et AL. La routine, quoi chef !

Répression 1er mai à Grenoble

L'union départementale de la CNT Isère et ses syndicats dénoncent l'arrestation arbitraire d'une militante syndicale à l'issue de la manifestation du 1er mai 2010 à Grenoble et le matraquage d'un de nos camarades, actuellement hospitalisé. Pour la deuxième année consécutive, la police grenobloise cible des militants de nos organisations. Les accusations telles que relayées par la dépêche AFP parue ce jour sont sans fondement.

Les occupants Pôle emploi libérés

Une centaine de chômeurs, intermittents, précaires et CAFards ont occupé le siège de Pôle emploi à Paris, avenue du Docteur Glay, M° Porte-des-Lilas. Une banderole « Grève des chômeurs » a été déployée au sommet de l'immeuble tandis que les manifestants dégustaient le champagne initialement destiné aux pontes de Pôle emploi, et débattaient afin de rédiger une déclaration. Après deux heures d'occupation, environ 250 policiers ont évacué les manifestants. Au total, 93 personnes ont été interpellées. Certaines ont été placées en garde à vue et sont menacées de poursuites pour « outrage à agent », « rébellion » et « dégradations ». Elles ont été libérées à 18 heures. À Rennes, les manifestants ont occupé la Caf avant d'être délogés. À Brest, un Pôle emploi est occupé, un autre a été occupé à Lannion, d'autres actions ont lieu à Lorient, Tours…

La prison tue

Un détenu a été retrouvé mort et trois autres ont tenté de se suicider à la prison de Bapaume (Pas-de-Calais). Le détenu a été découvert dans sa cellule, où il était seul, en fin de matinée. « Aucun acte d'auto-agression comme une pendaison ou des veines coupées n'a été constaté », indique-t-on de source judiciaire. « Il n'y avait pas non plus de boîtes de médicaments à proximité. » Alors, on voudrait bien savoir de quoi il est mort. Mystère et boule de gomme ! Au mois d'avril, on a compté : la mort suspecte d'Eugène Dubois, 25 ans, par absorption médicamenteuse le 20 avril 2010 à Vannes, le suicide d'un homme de 29 ans par pendaison le 23 avril 2010 au Pontet, le suicide d'un homme par pendaison, âge inconnu, le 26 avril 2010 à Draguignan, le suicide d'un homme de 28 ans par pendaison, le 26 avril 2010 à Nevers et la mort suspecte d'un homme, âge indéterminé, le 28 avril 2010 à Bapaume…

Deux agents RATP épinglés

Deux agents de sécurité de la RATP ont été épinglés par la Commission nationale de déontologie de la sécurité (CNDS) pour « utilisation excessive de la force » lors du contrôle d'une passagère en 2008 à Colombes (Hauts-de-Seine), dans un avis dont l'AFP a obtenu copie. Le parquet de Nanterre avait classé sans suite la plainte de la jeune femme en novembre 2008. Elle en avait déposé une nouvelle avec constitution de partie civile, quelques mois plus tard. Une instruction est toujours en cours.

Les écureuils en colère

Depuis le 13 avril, les salariés de la Caisse d'épargne Ile-de-France sont en grève à l'appel des syndicats CGT, SU/Unsa et SUD. Les centrales CFDT, la CGC et FO, non seulement ne se sont pas jointes à la grève, mais tentent par tous les moyens de la briser, avec l'appui de la direction… Vous en saurez beaucoup plus dans votre *Monde libertaire* de la semaine prochaine.

PAVÉ D'ANAR avec SADIA et MAZOCH

KROKAGA

Hamid Zanaz

à la librairie l'Insoumise de Rouen

Virginie Benito

Groupe de Rouen

Ce samedi 24 avril, l'équipe de la librairie l'Insoumise invitait dans une salle associative de Rouen Hamid Zanaz, auteur du livre *L'Impasse islamique, la religion contre la vie*, édité par nos amis des Éditions libertaires. Journaliste arabophone, il collabore, entre autres, au journal en ligne *Alawan* (littéralement : Il est temps de changer) édité par la Ligue des rationalistes arabes.

Comme souvent, ce fut l'occasion de belles rencontres même si ces dernières ne sont pas toujours là où on les attend.

Une rencontre insolite

À la question « L'Islam est-il réformable ? Est-il soluble dans la démocratie ? », Hamid Zanaz répond : « Non ! Le texte est là pour imposer la loi d'un Dieu qui dépasse la loi des hommes. » Il en fait la démonstration dans son livre. Bien évidemment, c'est sur ce point que cela coince avec deux hommes dans l'assistance qui se présentent comme musulmans pratiquants (l'un, en apparence, plus que l'autre).

Quelques paroles échangées devant le public médusé :

Hamid : Quand tu tues le mouton, si tu vis dans un pays moderne, tu vas le tuer avant de l'égorger pour qu'il ne souffre pas.

Réponse : Ah non ! On n'a pas le droit, mais on aiguise bien le couteau pour qu'il ne sente pas l'estafilade !

Ou encore : Dans le Coran, il est dit que si la femme désobéit à son mari, celui-ci doit la punir et la battre. Que faites-vous ?

Réponse : On ne la bat pas on lui explique gentiment mais fermement…

Conclusion d'Hamid : Vous n'êtes pas de bons musulmans, vous êtes trop « modernes ».

Regard outré chez nos deux visiteurs qui croyaient appliquer les sourates à la lettre, bien que l'un d'eux nous ait avoué qu'il faisait sa prière cinq fois par jour, mais sans savoir ce qu'il disait, ne comprenant pas l'arabe.

Pour Hamid, la question n'est pas dans l'interprétation des textes, elle est dans le fait qu'au XXIe siècle, on se réfère encore à un texte pour guider sa vie. Toutes les interprétations disent en gros la même chose : le Coran porte en lui les germes d'une guerre entre hommes et femmes, jeunes et vieux, musulmans et non musulmans… Ne parlons pas des apostats ou des athées livrés aux flammes de l'enfer, où l'on pourrait bien les précipiter si Dieu ne s'en charge pas assez vite.

Rencontre ratée avec des gauchistes

Ceux-ci, en particulier Ras le Front, avaient fait circuler des mails assassins dénigrant le choix de la librairie l'Insoumise d'inviter Hamid Zanaz au prétexte que ce dernier a fait paraître des articles dans le journal en ligne *Riposte laïque*.

On peut certes s'interroger sur la ligne éditoriale de *Riposte laïque*, qui semble se complaire à associer immigration et délinquance depuis quelque temps ou à faire l'amalgame entre un journaliste libre et quelques individus qui ont fait un choix discutable, mais l'attitude de ces « gauchistes » démontre un raccourci idéologique dangereux.

Le minimum, après avoir lancé ces mails sur la petite place militante rouennaise, aurait été de se présenter à la réunion pour rencontrer l'auteur mis en cause et dialoguer avec l'équipe organisatrice. Mais cela n'a pas effleuré nos contempteurs qui ont préféré courageusement épandre leur verve sur le net, plutôt que de rencontrer les gens.

Une formidable rencontre humaine

Nous avons rencontré là quelqu'un de chaleureux et de courageux, prêt au dialogue avec n'importe qui, mais sans concession et avec des convictions bien ancrées.

Ce qui guide son combat, c'est la dénonciation d'une religion qui, comme les autres, détourne l'individu de la raison et de l'intelligence, amène des déviances et fomente la haine au sein des populations ou entre les pays. Mais une religion, qui, plus que les autres actuellement, veut imposer un projet politique de recul de la laïcité et des cultures par la banalisation et la visibilité permanente, notamment dans l'imposition du voile aux femmes et aux jeunes filles.

L'islam a un projet politique derrière lequel s'engouffrent les autres religions envieuses de sa relative réussite pour à leur tour faire reculer les droits et la laïcité.

Ce qui guide son combat, ce sont ces bons Français qui, par souci d'« équité », ne peuvent pas concevoir que l'on puisse être Arabe et non-musulman. Ceux qui, systématiquement, proposent de la viande halal aux petits Mohamed dans les cantines scolaires, ceux qui refusent à des femmes des rendez-vous médicaux avec un médecin homme, sans même qu'elles l'aient demandé, sous prétexte qu'elles s'appellent Fatima ou Malika... Ces gens de gauche bien-pensants qui, pétris d'une sorte de culpabilité postcoloniale, ont une conception particulière des droits de l'homme, variant au gré d'une culture, d'un lieu, d'une époque et en viennent à renier leurs principes pour une prétendue meilleure accointance avec les populations banlieusardes ou immigrées.

Que savent-ils de ces filles qui refusent de se cacher, sous prétexte qu'elles vivent dans des banlieues ? De ces garçons qui voudraient penser par eux-mêmes, s'exprimer ou vivre librement leur homosexualité ? Que savent-ils de ces Algériens et Iraniens qui se battent pour la liberté dans leur pays ? De ces Palestiniens qui voudraient avoir d'autres choix que l'occupation israélienne ou le gouvernement islamique du Hamas ?

Bien sûr, personne ne nie le fait que les immigrés, musulmans ou pas, font partie des plus fragiles et font les frais des inégalités sociales et de la politique sécuritaire. Faut-il ignorer pour autant qu'ils sont souvent les premières victimes d'élites religieuses qui surfent sur la misère ou le conflit israélo-palestinien pour asseoir leur diktat ?

Que ce soient les intellectuels qui veulent moderniser l'islam pour en faire un projet de société incontournable, compatible avec nos sociétés modernes, ou ces militants et élus de gauche et de droite qui ont renoncé aux valeurs universelles des droits de l'homme, tous sont des alliés objectifs des islamistes radicaux.

Seul l'écrasement des religions pourra faire avancer la liberté.

Merci Hamid. Ce fut décidément une belle rencontre ! **V.B.**

À la petite semaine

Retour sur quelques chroniques

Avec les politiques, imaginer le pire ou le plus grotesque est une occupation des plus ludiques et des plus salutaires pour l'esprit. Dans la bêtise que vous leur prêtez, dans l'absurdité des mesures que vous les supposez capables de prendre, vous n'êtes jamais déçu, et cela peut vous permettre de passer aisément pour un visionnaire.

Dans le billet intitulé « Garde à vue pédagogique », paru sous cette rubrique hebdomadaire en février dernier, l'installation de commissariats dans l'enceinte même des établissements scolaires était préconisée avec ironie pour mieux parfaire l'éducation citoyenne des enfants de France. Il n'aura pas fallu trois mois pour qu'une mesure assez semblable soit proposée le plus sérieusement du monde, dans le même temps où paraît un rapport accablant sur la faillite éducative de l'école républicaine.

Dans le billet intitulé « Dieu est amour », la conclusion supposait que « Roman Polanski doit regretter de ne pas s'être fait prêtre catholique américain ou irlandais plutôt que cinéaste polonais ». Ses regrets doivent davantage l'amener aujourd'hui à ne pas s'être fait star française du ballon rond. Dans l'approche des jeunes filles mineures faisant plus que leur âge, nul besoin de talent artistique ou d'apprendre le latin et de servir la messe. Un bon jeu de jambes, quelques signes de croix ou autres singeries religieuses à l'entrée sur les terrains et un pois chiche dans le crâne suffisent amplement. Si la jeune fille est originaire d'un pays du Maghreb, ses photos dénudées, sans doute vendues chèrement à des magazines mus par le noble désir d'informer, contribueront qui plus est à lutter contre l'expansion de la burqa.

Dans le billet intitulé « Faire-part », consacré à la fin programmée de *Siné Hebdo*, notre profonde tristesse nous faisait oublier ce que serait le devenir des Guy Bedos, Isabelle Alonso, Christophe Alévêque et autres phares de la pensée, privés brutalement d'un moyen d'expression. C'est avec soulagement que nous avons appris que l'un d'eux, celui qui n'a pas couché avec sa belle-sœur, comme ce salaud de Freud, avait trouvé refuge dans le grand quotidien de référence du soir. Vous savez, cette publication à prétention mondiale qui, dans une conception toute... nietzschéenne du journalisme, au lendemain des grandes manifestations en Grèce évacuées en quelques lignes, consacrait une pleine page à l'Olympique de Marseille, nouveau champion de France de football.

Floréal

Les tribulations de la tribu des sots

tome 647 845 390

Ô Niçois qui mal y pense

Le ministre chargé de l'Industrie et maire de Nice Christian Estrosi est un habitué des gamelles de toutes sortes : celles qu'il a prises quand il fut pilote moto, celles qu'il doit savourer en tant que président de la richissime communauté urbaine Nice-Côte-d'Azur ou quand, en janvier 2008, il se déplace en jet privé pour un montant de 138 000 euros, celles qu'il prend à nouveau, quoique métaphoriquement, à chaque fois qu'il ouvre la bouche pour nous gratifier de ses azuriennes pensées. Lou Ravi est en effet connu pour avoir une olive dans le crâne et c'est avec cet oléagineux qu'il élabore ses grotesques tambouilles. Autrefois violemment allergique au Pacs, soucieux de rétablir la peine de mort en France, ardent admirateur de Napoléon III et militant pour le rapatriement de la dépouille de ce dernier en France [1], Estrosi est emblématique d'une (nouvelle) droite particulièrement vulgaire, inculte, offensive et offensante. Lors du « débat » sur l'identité nationale, et pour le justifier, de son olive fripée sortit cette pathétique déclaration : « Si, à la veille du second conflit mondial, dans un temps où la crise économique envahissait tout, le peuple allemand avait entrepris de s'interroger sur ce qui fonde réellement l'identité allemande, héritière des Lumières, patrie de Goethe et du romantisme, alors peut-être aurions nous évité l'atroce et douloureux naufrage de la civilisation européenne. » Encore un cancre gouvernemental, encore un faussaire de l'histoire, la vacuité faite homme !

Récemment, lors de la grève à la SNCF, et du phénomène interférant que fut l'éruption du volcan islandais aux immenses panaches de cendre, le caudataire de Sarkozy a déclaré : « C'est un peu comme si Sud [Rail] en Haïti avait refusé de faire les déblaiements, de continuer à faire la grève du déblaiement. Moi je dis dans ce cas-là, on ne peut pas l'accepter. [...] Il y en a qui ont un comportement inacceptable et qui, alors qu'il y avait une situation exceptionnelle, un phénomène naturel, et qu'il y avait un devoir de solidarité, la nécessité de respecter les droits de l'homme tout simplement, ont continué à avoir un comportement de repli sur eux-mêmes. » L'outrance devient ici un outrage. Si le code pénal prévoyait une amende pour insulte à notre intelligence, le crétin des Alpes (Maritimes) comblerait le trou de la Sécu et permettrait d'abonder un fond de retraite au moins jusqu'en 2050. Pendant ce temps, les médias de masse ne nous parlent plus d'Haïti, de son désastre permanent, de son abandon, des hyènes qui rodent dans les ruines, prêtes à ronger le peu que les autres prédateurs humains n'ont pas encore dérobé. Là-bas, il semble bien que se vérifie encore et toujours que l'« air [est une] substance nutritive fournie par une généreuse Providence pour engraisser les pauvres [2] ».

Je pense donc j'essuie

Restons dans les Alpes-Maritimes. Le député et président UMP du conseil général de ce département, Éric Ciotti, a demandé à la ministre de la Justice de sévir contre l'auteur d'une photo exhibant un homme se torchant avec un drapeau français. Le Drapeau (avec une impérieuse majuscule de dignité) a été souillé, glapissent les patriotards. La sarkhophagie est en émoi et l'on (re)découvre qu'un délit d'outrage au drapeau existe, tapi dans les recoins rances du code pénal. La destruction des symboles me semblant être une tâche essentielle de l'anarchisme, c'est aussi à la notion de sacré qu'il faut s'attaquer. Cette sacralité se retrouve partout, comme dans la plupart des débats artificiellement exacerbés par une droite mixant, vraisemblablement sans grand recul théorique ni adhésion consciente, des éléments de doctrines néo-maurrassienne et néo-barrésienne. L'idée d'inégalité naturelle – métaphysique du sujet racialisé, dans la pensée de Maurras – trouve un écho renouvelé dans les trépidations des idéologues du libéralisme économique : à chacun sa place dans l'ordre de la nation, place déterminée, fatalisée même, par les irréfragables capacités naturelles du sujet, puis entérinée à jamais par l'ordre social hiérarchique. Quant au caractère sacré de la patrie, il est un indice éloquent des relents barrésiens que l'on décèle çà et là, irriguant sans cesse la droite française, gardienne de valeurs réactionnaires qu'il lui suffit de puiser dans le vaste magasin des idées émises à la fin du XIXe siècle. Le Barrès fondateur du journal *La Cocarde* (1894) écrivait : « Le problème n'est point pour l'individu et pour la nation de se créer tels qu'ils voudraient être (oh ! l'impossible besogne !), mais de se conserver tels que les siècles les prédestinèrent. » Ainsi conçue, la France n'est pas la somme dynamique et hétérogène des individus qui y vivent, mais une patrie d'essence sacrée, une âme à laquelle il est demandé de faire allégeance. De si nombreux discours de Sarkozy et de ses sbires dévoilent cette absence d'élan, pour mieux se mettre en quête d'immuables fondements chrétiens du pays ! Comment, alors, dans ce cadre idéologique, ne pas tenir le drapeau pour le réceptacle de cette âme patriotique et ne pas considérer que l'outrage au drapeau est une profanation de cette âme ? Cet étendard, fût-il tricolore, donc d'ascendance républicaine, n'en renferme pas moins en son étoffe l'empreinte indélébile du catholicisme qui, pour nos zélotes de la hampe, est la trame morale de nos agissements. Ce sont les mêmes qui s'échinent à dénoncer le blasphème comme attentatoire à la dignité des croyants, à rédiger des projets de loi visant à restreindre le droit de bafouer la religion. Tout se tient...

Marc Silberstein
Groupe Louise-Michel, Paris

---

1. Ce que note avec humour un communiqué de presse de Sud-Rail, en réponse à la pitoyable déclaration d'Estrosi relatée ici (*infra*).

2. Ambrose Bierce, *Dictionnaire du diable*, Rivages. À lire sans attendre !

Les retraites, encore et encore

Jacques Langlois

JE REVIENS SUR LE PROBLÈME des retraites. Le Conseil d'orientation des retraites (COR, au pied, ici, couché) vient de pondre son rapport pour le gouvernement. Il est encore difficile d'accès et je ne l'ai pas lu en entier ; je n'ai qu'un résumé. Ce qui en a transpiré est à la hauteur des espérances d'Épiméthée Ier. Fastoche : sa composition a été décidée par le pouvoir et sa présidence confiée à un Medef pur jus. Il a donc été scénarisé pour alarmer le bon peuple et lui faire accroire qu'il allait devoir se serrer la ceinture. Le meilleur scénario (4,5 % de taux de chômage dès 2015, 1,8 % de productivité par an) prévoit un trou de 310 milliards d'euros en 2020 et 570 en 2050, soit 13,7 % du PIB et 16 contre 12,8 aujourd'hui. Pour combler le trou, le besoin de financement supplémentaire serait de 0,8 point de PIB en 2020 et 3,1 en 2050. Il est curieux que des gens qui ne peuvent prévoir le déficit annuel de la France puissent augurer pour quarante ans plus tard. Les syndicalistes ne veulent pas entendre parler de la modification de l'âge officiel de départ en retraite, 60 ans depuis Tonton (tu m'acoutes ?), ni de l'allongement de la durée des cotisations (quarante et un ans en 2012, ce qui veut dire qu'en dessous de quarante et un ans il y a décote sur le montant de la retraite versée). Le Medef s'oppose à toute cotisation patronale supplémentaire et à toute assiette nouvelle assise sur les bénéfices des entreprises (et celles qui n'en font pas ou les dissimulent dans les paradis fiscaux), ou le chiffre d'affaires ou les revenus financiers. Or les syndicats prônent de taxer les intéressements et participations ou plans d'épargne d'entreprise et les stock-options. Ils proposent d'élargir la base des cotisations aux revenus du capital, dont les stock-options introduites en France par DSK, socialiste en peau de lapin. Évidemment, cela suppose de nouveaux impôts, ce qui heurte la doctrine de Sarkozy qui a promis de ne pas les augmenter (et même de les baisser pour les riches, ce qui a

On pourra donc travailler jusqu'à 80 ans, comme aux États-Unis et chez les Gibbies.

commencé sous Fabius), et encore de diminuer de 4 points de PIB les prélèvements obligatoires (cela vient, grâce à la crise : on est descendu de près de 44 % du PIB à moins de 42, plus que 2 points à grappiller). Il est clair que les solutions comptables envisagées (âge et durée des cotisations) heurtent le fait que l'âge réel de départ hors l'emploi est de 58 ans, mais l'âge de liquidation de la retraite est de 61,5. Rallonger les choses consiste à laisser plus de gens dans l'entre-deux (entre retraite et perte d'emploi, compte tenu de ce qu'il n'y a aujourd'hui que 38 % des 55-64 ans qui sont au turbin). Rallonger la durée de cotisation implique donc que le taux de remplacement du salaire par la pension sera diminué, ce à quoi il faut ajouter les effets désastreux des carrières incomplètes (périodes de chômage, de temps partiel, de fonctions moins bien payées) sur le montant des retraites. Le gouvernement dit qu'il ne veut en aucun cas d'une diminution des retraites. Il parle d'or et cela d'autant plus facilement que la réforme Balladur de 1993, puis la réforme Fillon de 2003, entraînent déjà pour un avenir proche, mais que le peuple n'a pas encore senti, une baisse de 20 % des retraites. Si on se contente de modifier ces deux paramètres (durée de cotisation et âge de départ), le processus de perte de pouvoir d'achat pour les futurs retraités ne peut que s'accélérer. On peut prévoir pour 2030 la réapparition des vieux pauvres faute de retraites suffisantes. C'est pourquoi, le Nicktalope, l'obscur-voyant, a fait « acter » que l'on pouvait cumuler une retraite et une rémunération d'activité (salaire ou revenu « d'auto-entrepreneur »). On pourra donc travailler jusqu'à 80 ans comme aux États-Unis et chez les Gibbies. Pour rire, jaune, signalons qu'un socialiste de salon vient de proposer de faire payer les retraités car ils sont, en moyenne, aujourd'hui plus riches que les jeunes actifs. Il a droit à une grosse bise de Mme Parisot.

Comment le COR a-t-il fait ses petits calculs de croissance et donc de politique industrielle et commerciale du pays ?

On réfléchit aussi à transformer le système de répartition en imitant celui des « comptes notionnels » suédois (ressemblant un peu au système par points de l'Agirc ou de l'Arcco), lequel a été négocié entre l'État et les partenaires sociaux pendant plus de dix ans, à comparer aux six mois du calendrier et de la consultation sarkozystes. Le système suédois procède par accumulation de placements à un compte individuel de chaque futur retraité en fonction de son salaire ; une partie des sommes est capitalisée, l'autre sert à payer les pensions en cours. Lors de la liquidation des droits à retraite, le retraité ne sait pas de combien sera sa pension puisque les sommes placées feront l'objet d'une péréquation en fonction de la situation économique du pays, de la croissance, du nombre des retraités et d'actifs, du niveau des retraites et que la partie capitalisée dépendra des cours de la Bourse à ce moment-là. Le compte est « notionnel » parce que le capital accumulé est théorique jusqu'à la liquidation. M. Chérèque en pince pour cette démarche qui peut procurer, le moment venu d'avoir les doigts de pied en éventail, des chè (rè) ques en bois…

Le pouvoir s'oppose à la taxation des revenus financiers pour cause de « perte de compétitivité » de la France s'il le faisait. Bref, le problème ressemble assez à la quadrature du cercle tant que l'on reste dans la mondialisation libérale sans règles. Rappelons que ne sont pas pour rien dans les déficits de la protection sociale les exonérations de cotisations sociales en dessous de 1,6 Smic ou sur les heures sup – 33 milliards en 2009 –, ainsi que les exonérations pour les boîtes qui ne travaillent qu'en France et sont hors de la compétition internationale, comme les restaurateurs qui, en plus, ont vu leur taux de TVA passer à 5,5 % au lieu de 19,6, soit 3 milliards de moins pour les caisses de l'État. Soulignons que les exonérations pour les plans d'épargne d'entreprises et autres épargnes salariales ont substitué à des salaires fixes des revenus variables exonérés. Il y a là quand même du grain à moudre, notamment parce que ne pas faire payer les entreprises hors concurrence internationale ne se justifie pas du point de vue de la compétitivité. Ni le fait que l'épargne individuelle remplace peu à peu les contributions socialisées, sauf évidemment pour les libéraux pour lesquels tout ce qui individualisé et capitalisé apporte de l'eau au moulin du casino financier qui pourtant vient de s'écrouler comme un château de cartes. Gageons cependant que le gouvernement va lâcher sur les retraites des salariés ayant commencé tôt et effectué des travaux pénibles.

Sur le fond, je me demande comment le COR a bien pu traiter les problèmes suivants. D'abord, ce qui compte, c'est le nombre de personnes qui ne travaillent pas par rapport à la population active : femmes au foyer, enfants, étudiants (on dit que 23,5 % de la classe 18-24 ans sont au chômage, mais si on enlève les étudiants cela ne fait plus que 13 à 15 %), retraités, handicapés ne pouvant pas travailler. Or, il semble bien que l'on ne fasse que le rapport retraités sur actifs, qui se dégrade fortement compte tenu de l'espérance de vie ; on va déjà vers 1,5 actif pour 1 retraité, ratio qui peut s'améliorer avec l'immigration – momentanément, car les immigrés vieillissent aussi ; et pas sûr car leurs enfants pèsent sur le ratio inactifs/actifs. En France, le taux d'emploi des femmes est déjà plus que convenable. Et on y fait encore des enfants, presque au niveau du remplacement des générations soit 2,1 enfants par femme, mais cela altère le ratio inemployés/actifs et c'est tant mieux. Notons que le gouvernement

s'emploie à faire baisser la natalité en remplaçant les crèches par des « jardins d'enfants », en plafonnant le quotient familial (sous les socialos) et en n'augmentant pas les allocations familiales en fonction de l'inflation.

Le niveau de chômage (à ne pas confondre avec la précarité des emplois) est une variable clef, car celui-ci est pris en compte dans les calculs prospectifs mais pas forcément dans les politiques, par exemple industrielles. D'ailleurs, peut-on prévoir le taux de chômage dans quarante ans ? Reste aussi les étudiants, mais là aussi il faut se féliciter d'en avoir beaucoup car c'est l'avenir qui se prépare avec eux. Si donc l'on comparait les ratios inemployés/actifs dans les pays européens, je ne suis pas sûr que la France serait dans une position si défavorable. De façon générale, le taux d'emploi de la population ne peut s'améliorer que si le chômage se réduit. Bref, au lieu d'une approche comptable du problème, il faudrait se focaliser sur les dimensions sociétales et politiques du chômage et du problème des retraites.

Une variable fondamentale est le taux de croissance afin d'établir le niveau du PIB en 2050. Le COR (poration) a émis plusieurs scénarios. Apparemment, il suppose que le taux de croissance est identique à celui des progrès de productivité. Rien n'est moins sûr car si la productivité est supérieure à la croissance, alors c'est le chômage qui augmente. L'enjeu est d'importance car les comptables raisonnent en part du PIB consacrée aux retraites.

Prenons les choses autrement, car ce qui importe le plus, c'est la façon de compter. Supposons que le taux de croissance soit de 7 % ; au bout de dix ans, le PIB a doublé, ce qui veut dire que si ledit PIB est de 1 000, en 2009, le prélèvement est de 130 sur 1 000. Cela, ce sont les versements aux retraités, à ne pas confondre avec les cotisations. Supposons que le taux des cotisations soit d'environ 10 % du PIB comme aujourd'hui, en moyenne. On aurait donc 100 milliards de cotisations en 2009, pour 130 milliards de versements, donc 30 milliards de déficits. En 2020, dix ans après, il y aurait, à taux de cotisations égal, 200 milliards de recettes, ce qui permettrait d'accepter facilement 100 milliards de versements en plus. Où serait le trou ? Certes l'hypothèse d'un taux de croissance de 7 % par an sur dix ans est irréaliste mais ceci est dit pour illustrer un autre mode de réflexion. Qu'en serait-il de 1,8 % sur quarante ans, meilleure hypothèse du COR ? À peu près pareil, le PIB aurait doublé. Le taux de croissance, nonobstant son caractère destructeur de la planète, est la variable clef, s'il est identique à celui des progrès de productivité. La question devient : comment le COR a-t-il fait ses petits calculs de croissance et donc de politique industrielle et commerciale du pays ? Est-ce que la recherche-développement et l'investissement en France seront exonérés d'impôts et les bénéfices non réinvestis des entreprises surtaxés ? Cela fait partie de la politique industrielle. Comment le COR (y dort ?) l'a-t-il pris en compte ?

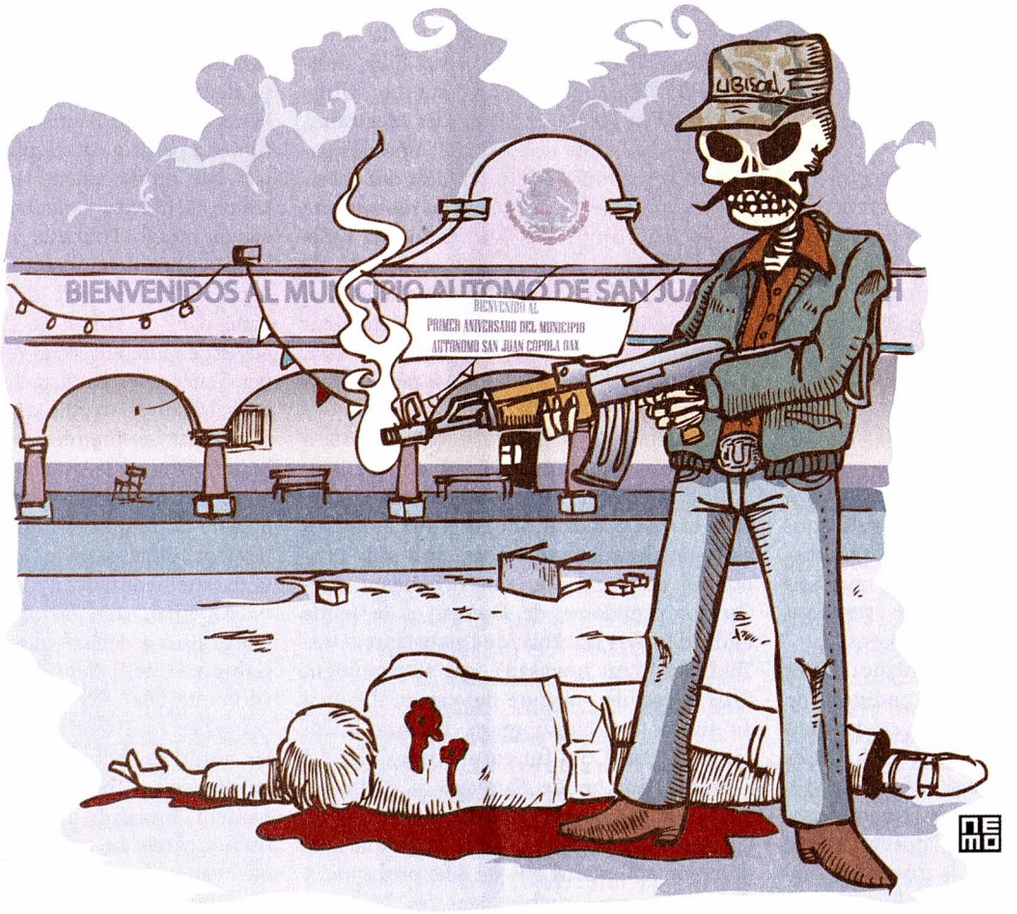
Une autre variable réside dans le partage de la valeur ajoutée entre le travail et le capital. Le salariat touchait environ 65 % de celle-ci en 2007, en baisse de 8 points au profit du capital par rapport à la période glorieuse de l'État-providence. Si on retrouvait, par le salaire différé des retraites, la part d'antan, le problème serait sans doute résolu. La question ne sera pas évoquée car il s'agit de la compétitivité de la France par rapport à tous les pays moins-disant (Chine en tête) en matière de protection sociale et, du reste, pour tout (fiscalité, social, santé, environnement, etc.). La solution sarkozienne sera donc imposée par l'état de concurrence mondialisée dans laquelle le pays s'est mis avec l'Union européenne (déjà sous le curé Delors), l'OMC, le libéralisme sans contraintes sur la libre circulation des marchandises et des capitaux. Car ce qui est en concurrence, ce sont aussi des modèles sociaux, des types de sociétés. Mais alors à quoi sert un gouvernement si c'est le système commercial et financier qui prend les décisions automatiquement ? À rien, et c'est bien ce que disent les libéraux qui, paradoxalement, essaient avec succès de faire accéder « démocratiquement » leurs copains politiciens au pouvoir. C'est un paradoxe apparent car la détention du pouvoir sert justement à faire passer toutes les règles qui profitent aux riches et à taper sur le crâne obtus des prolos s'ils s'avisent de contester.

Mais alors à quoi sert un gouvernement si c'est le système commercial et financier qui prend les décisions automatiquement ?

Cela signifie que si l'on reste dans le système capitaliste concurrentiel, le libéralisme du « marché total », on ne fera jamais payer le capital et on continuera de détruire le système de répartition au profit de la capitalisation individuelle. Ceux qui vont payer, ce sont les futurs retraités, soit par une baisse très conséquente de leur pension, soit en se payant une complémentaire (avant une totale) individuelle. Ce ne sera, dans ce cas, que chez les riches que, du reste, on exonère déjà (assurances-vie) pour qu'ils s'y rallient. Adieu la maigre égalisation actuelle et la solidarité entre générations et membres d'une même classe d'âge... Certes, officiellement, on ne cassera pas la répartition car il faudrait que les politicards fussent « sévèrement burnés » au lieu d'être Tapie dans l'ombre. Mais avec ruse et progressivité, on continuera de s'appliquer à la rendre non désirable, pour *years later* et dans la vieille stratégie « pas vus, pas pris », pour enfin la supprimer.

J. L.

Le rêve de San Juan Copala



Claudio Albertani

Traduit par Silvio Matteucci

Le 26 avril, une vingtaine de militants et d'observateurs internationaux se rendaient à San Juan Copala, un village de 700 habitants appartenant au groupe ethnique triqui qui vit dans la Sierra Mixteca, à environ 250 kilomètres d'Oaxaca. Arrivés à Huajuapan de Leon, où ils passèrent la nuit, ils diffusèrent un texte dénonçant le groupe paramilitaire Ubisort (Union pour le bien-être social de la région triqui), qui maintient le village de San Juan Copala en état de siège, contrôlant les allers et venues des habitants.

La situation était alarmante. Les écoles étaient fermées; le 17 avril, le paysan José Celestino Hernandez Cruz fut fauché par une rafale de fusil d'assaut AK-47 alors qu'il se rendait à la mairie, dernier d'une longue série d'homicides – environ 600 dans les trente dernières années – tous impunis, parmi lesquels figurent ceux de Teresa Bautista et de Felicitas Martinez, deux jeunes animatrices de la radio locale, La Voz que rompe el silencio (La Voix qui brise le silence). Et voilà que les paramilitaires venaient de couper l'eau et l'électricité.

Pourquoi un tel acharnement? San Juan Copala n'est pas un lieu quelconque. Depuis plusieurs décennies, c'est le point de fixation des conflits dans une région caractérisée par des structures de pouvoir particulièrement despotiques et par de vigoureux mouvements de protestation. Contrairement à ce qu'écrivent certains journalistes, il ne s'agit pas de conflits ethniques mais bien de conflits politiques, ce qui révèle toute l'absurdité de ce système de gouvernement.

L'histoire remonte au moins aux années 1970 quand, à l'occasion d'un des nombreux épisodes de répression, naquit le Mouvement d'unification et de lutte triqui (Mult) qui avait pour objectif de combattre les caciques et de promouvoir l'autonomie du peuple triqui. Très vite, ce mouvement crût, au point de représenter une menace pour le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) au pouvoir. De nombreux fondateurs du Mult furent tués, d'autres partirent pour Mexico; d'autres encore s'enfuirent aux États-Unis; à la fin, le PRI reprit le contrôle de cette région. En 1994 fut créé l'Ubisort, véritable bras armé du PRI, chargé de discipliner la région triqui, coûte que coûte, au besoin « par le fer et par le feu ».

Au début des années 2000, l'objectif semblait atteint. Le PRI avait perdu l'élection présidentielle au profit du Parti d'action

nationale (Pan), encore au pouvoir, mais conservait le contrôle de l'État d'Oaxaca à la fois par des actions répressives répétées, par la corruption et par de modestes soutiens économiques. L'équilibre était précaire et les conflits surgiront de nouveau en 2004, avec l'arrivée du nouveau gouverneur, Ulises Ruiz Ortiz, funeste alliance du vieux système de corruption et du nouvel autoritarisme technocratique.

Dans la région triqui s'ouvrit un nouveau cycle de luttes ; des scissions s'opérèrent dans les rangs du Mult comme dans ceux d'Ubisort. Naquit alors le Multi, dont le « i » signifie « indépendant », pour mieux souligner la séparation d'avec le PRI et ses méthodes. En 2006, le Multi adhéra à l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (Appo), le grand mouvement social qui réussit, un bref moment, à saper les assises du pouvoir politique à Oaxaca. Le 1er janvier 2007, à l'exemple des néozapatistes du Chiapas, les citoyens de San Juan Copala, soutenus par le Multi et même par quelques dissidents de l'Ubisort, fondèrent un *municipio autonomo* (commune autonome), rompant ainsi avec l'État et le système des partis.

Le rêve était toujours le même : lutter pour l'autonomie et créer des conditions de vie dignes pour le peuple triqui, ce qui était de toute évidence impossible avec Ulises Ruiz au gouvernement. Vers la fin de 2009, par l'indifférence tant de la magistrature que du gouvernement fédéral, la situation s'était dégradée. Le 29 novembre, le pays subit l'assaut des paramilitaires de l'Ubisort ; un enfant, Elias Fernandez de Jesus, fut tué par une balle perdue. Le 10 décembre, après plusieurs tentatives, les paramilitaires réussirent à chasser l'autorité autonome du palais communal, qui avait été reconquis le 10 mars.

La spirale de la violence semblait inexorable, et c'est dans ce contexte que fut prise l'initiative d'un convoi humanitaire. Parmi les organisateurs de ce convoi, figuraient le réseau Vocal (Voix d'Oaxaca construisant l'autonomie et la liberté), l'association Cactus (Centro de Apoyo Comunitario Trabajando Unidos), et la Red de Radios y Comunicadores Indigenas del Sureste Mexicano, une association de radios libres.

Le 27 avril, le convoi quitta Hujuapan de León de bon matin. Entre-temps, il avait été rejoint par deux journalistes de la revue *Contralinea*, Erika Ramirez et David Cilia, désireux de faire un reportage sur ce village ignoré de la grande majorité des Mexicains, quelques militants de l'Appo et une délégation de la section XXII du syndicat des enseignants, qui espéraient obtenir la réouverture des écoles. L'ambiance était tendue. La veille au soir, Rufino Juarez, chef incontesté de l'Ubisort et porte-valise d'Evencio Martinez, ministre de l'Intérieur du gouvernement d'Oaxaca, avait déclaré sans ambages qu'il n'avait pas autorisé le convoi à pénétrer en territoire triqui.

Il maintint cette position. Vers 14 h 30, à environ un kilomètre et demi de San Juan Copala, près de la localité La Sabana, la voie était barrée. Soudain ont surgi des hommes cagoulés, lourdement armés, qui, sans prononcer un seul mot, ont tiré, tuant Bety Cariño, présidente de Cactus, et le jeune Finlandais Jyri Jaakkola, de l'association Uusi Tuuli Ry (Vent nouveau), qui se trouvaient dans la première voiture du convoi. Il y a eu au moins un blessé grave, Monica Citlali Santiago Ortiz, qui fut ensuite transportée à l'hôpital proche de Santiago Juxtlahuaca. S'ensuivit un moment de panique. Les autres passagers s'étaient mis à l'abri de chaque côté de la route. Certains ont été faits prisonniers, d'autres se sont cachés dans les buissons, d'autres encore réussiront à s'échapper et à donner l'alarme.

Gabriela Jimenez rejoignit Oaxaca, où elle tint une conférence de presse au siège de la section XXII. Là, devant les caméras de télévision et les journalistes présents, elle révéla que les agresseurs, pour la plupart très jeunes, étaient tous des militants déclarés de l'Ubisort, qui, de plus, se vantaient ingénument de jouir de la protection d'Ulises Ruiz. Cela peut éclairer le fait que les forces de l'ordre se sont bien gardées d'intervenir. « Nous ne nous en mêlons pas. Nous craignons pour la sécurité de nos hommes », avait déclaré le commandant de la police d'État d'Oaxaca.

Entre-temps, le nombre de « disparus » augmentait. Entre autres manquaient à l'appel l'Italien Davide Cassinari, le Belge Martin Santana, les deux journalistes de Contralinea et deux membres connus de Vocal, David Venegas et Noé Bautista. Grâce à une vidéo filmée à partir d'un téléphone mobile, on sut très vite qu'ils étaient vivants et qu'ils restaient cachés par peur de représailles. Deux étaient blessés. Pour eux, le calvaire s'est prolongé plus de soixante heures. Soixante heures d'un bivouac de fortune avec une balle dans le corps. Le 29, tous ceux qui étaient encore encerclés réussirent à s'échapper. Venegas et Bautista rejoignirent Oaxaca dans la soirée, tandis que Cilia et Ramirez recevaient les premiers soins à l'hôpital de Juxtlahuaca, où ils avaient pu être transportés au moyen d'un hélicoptère loué par le directeur de Contralinea, Miguel Badillo, et par le père de Cilia, sans le moindre secours du gouvernement fédéral ni de celui d'Oaxaca.

Au final, rien ne semble avoir changé. Ulises Ruiz a déclaré que tout est la faute de Gabino Cué, candidat de l'opposition (domestiquée) aux prochaines élections. Les coupables jouissent de l'habituelle impunité, les autorités fédérales se taisent et l'Union européenne s'abstient de commenter l'événement. Toutefois, tout n'est pas aussi lisse qu'il y paraît. Le président Felipe Calderón a été chahuté lors du forum sur le changement climatique qui s'est tenu à Berlin le 2 mai ; « Jamais plus un autre San Juan Copala », annonçait une banderole. En outre, les journaux du monde entier parlent de la terrible situation dans laquelle vivent les indigènes triquis. Des manifestations de protestation se sont déroulées à Paris et dans d'autres villes d'Europe. Le sacrifice de Bety et de Jyri n'aura donc pas été vain. Un dernier communiqué de Vocal annonce la préparation d'un nouveau convoi de solidarité. Les citoyens de San Juan Copala ne sont plus seuls.

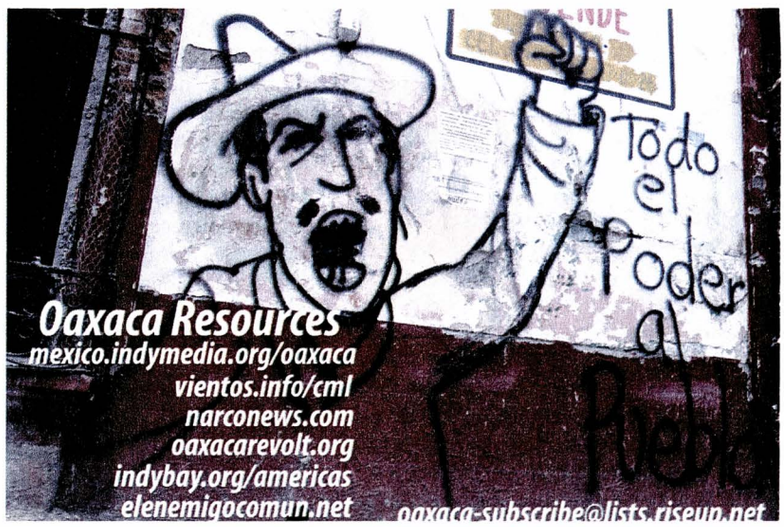
C. A.

Tant de misère, tant de sang, tant de morts, tant de disparus.
Que se passe-t-il dans la région triqui ?
Que se passe-il dans les communautés.
Le convoi pour Copala s'est arrêté ;
ils étaient de jeunes amis, ils étaient des frères.
Aux paroles ont répondu les balles,
mais on n'arrête pas les paroles.

Manolo Pipas

Troubadour galicien, citoyen du monde

Un autre communiqué de Vocal



Les faits de violence du 27 avril dernier, au cours desquels la caravane d'observation et de solidarité avec la commune autonome de San Juan Copala, dont notre organisation faisait partie, a été attaquée à l'arme à feu par le groupe paramilitaire de l'Ubisort-PRI – les *compañeros* Bety Cariño Trujillo et Jyri Jaakkola assassinés – démontrent le degré de violence et d'impunité grâce auxquelles se maintiennent au pouvoir l'assassin Ulises Ruiz Ortiz, le parti gouvernant PRI et les caciques locaux, ainsi que le paramilitarisme sur lequel s'appuie ce parti politique dans les communautés indigènes et paysannes de l'État d'Oaxaca.

Hier 29 avril, vers midi, nos *compañeros* Noé Bautista et David Venegas, membres de Vocal (Voix d'Oaxaca construisant l'autonomie et la liberté), ont réussi à briser l'encerclement paramilitaire et arriver jusqu'à la ville de Juxtlahuaca, où ils ont annoncé que les *compañeros* journalistes de la revue *Contralínea*, David Cilia et Erika Ramírez étaient toujours en vie, mais dans l'impossibilité de se déplacer à cause des blessures par balles de David Cilia. Ils ont exigé une opération de sauvetage; grâce aux pressions exercées par les familles d'Erika et David et leurs collègues de travail, ainsi qu'à la preuve de vie constituée par la vidéo remise par nos compañeros aux familles, celle-ci a finalement été réalisée hier avec succès et ces compañeros sont en train de récupérer de l'agression subie.

Cependant, la récupération des corps des assassinés, les soins aux blessés et le retour des disparus ne résolvent pas le problème fondamental de San Juan Copala à cause duquel la caravane de solidarité et d'observation a été organisée: l'état de siège et les assassinats impunis que l'Ubisort-PRI continue à perpétrer contre la commune autonome, avec la totale complicité de l'État d'Oaxaca dirigé par Ulises Ruiz Ortiz. Depuis novembre 2009 jusqu'à ce mois d'avril il y a eu dix-neuf assassinats impunis contre des habitants de la commune autonome de San Juan Copala commis par l'Ubisort-PRI, qui en outre leur a coupé l'électricité et maintient à l'entrée de la communauté un barrage empêchant même l'entrée des femmes avec des aliments.

Pendant les journées qu'a duré la disparition des *compañeros*, on a pu constater que les agressions armées contre la commune autonome de San Juan Copala de la part de l'Ubisort-PRI sont récurrentes et permanentes. Que la complicité du gouvernement de l'État est manifeste et éhontée, et nous croyons fermement qu'il se prépare une agression paramilitaire de grande envergure contre les habitants de la commune autonome de San Juan Copala.

Nous pensons que cette attaque paramilitaire et ce qui pourra advenir ensuite ont pour objectif principal de détruire un processus qui recherche l'unité de la nation triqui en s'appuyant sur l'organisation autonome d'un peuple indigène qui a vécu pendant des décennies la division et la violence entre frères, provoquées par les intérêts de contrôle politique du parti d'État, le PRI.

Nous pensons que cette attaque est aussi dirigée contre tous les processus d'autonomie des communautés et organisations qui dans l'État d'Oaxaca luttent pour construire une forme de vie éloignée du pouvoir d'État et de tous les partis politiques.

Nous rendons responsables de cette agression paramilitaire l'Ubisort-PRI, groupe armé qui a directement perpétré ces crimes le 27 avril, mais aussi Ulises Ruiz Ortiz, coupable de tolérer jusqu'à la complicité l'existence de ces groupes, et Eviel Pérez Magaña, candidat du PRI au poste de gouverneur de l'État, car étant donné les macabres traditions du pouvoir à Oaxaca, ces actes de violence font partie de la politique répressive dont le candidat priiste à la gouvernance fait preuve face à la société afin de garder le contrôle politique par la voie de la terreur.

Nous lançons un appel urgent aux *compañeros* du monde entier impliqués dans la tâche de l'observation internationale à rester attentifs au processus de lutte des peuples d'Oaxaca qui, comme l'a démontré la brutale embuscade du 27 avril, se trouve dans une spirale de violence et d'agression croissantes de la part du gouvernement et des paramilitaires.

Nous exigeons que l'assassinat des *compañeros* Bety Cariño, de l'organisation de droits humains Cactus, infatigable combattante pour la Terre Mère, et de Jyri Jaakkola, observateur international pour la paix dans la justice et la dignité, ne reste pas impuni; que toute l'attention que cette agression a suscitée parmi la société, les mouvements sociaux et la presse aux niveaux régional, national et international se tourne vers la cause qui nous a poussés à nous organiser et nous déplacer en caravane ce fatidique 27 avril: Rompre l'encerclement autour de San Juan Copala et empêcher une agression paramilitaire de grande envergure de la part de l'Ubisort-PRI.

Nous exprimons également notre solidarité avec les *compañeros* Omar Esparza, de Cactus, et Jorge Albino, porte-parole de la commune autonome de San Juan Copala, face aux menaces de mort qu'ils ont reçues de la part de l'Ubisort et du gouvernement d'Ulises Ruiz.

Nous rendons responsables de toute agression qui pourrait survenir à l'encontre des membres de notre organisation VOCAL : Ulises Ruiz Ortiz, le candidat du PRI au poste de gouverneur d'Oaxaca Eviel Pérez Magaña, et l'Ubisort-PRI.

Fraternellement, le 30 avril 2010.

Vocal

Traduit par el Viejo

Argent, capitalisme, famille

Ces trois petits monstres se font d'étranges papouilles : mais oublions les méthodes par lesquelles les grandes familles préservent leur capital d'une génération sur l'autre, pour n'étudier que ce que le capitalisme et l'argent font aux autres familles, à toutes les autres. « Le relâchement des liens familiaux vient du fait que les membres particuliers ont des intérêts économiques spécifiques, ce qui n'est possible qu'en économie monétaire » (G. Simmel, *La Philosophie de l'argent*, PUF, p. 612). L'argent permet d'échanger n'importe quel résultat d'une « série téléologique », une série d'actions avec un but (labourer, semer, désherber, moissonner, engranger), contre un objet portable et durable, qui peut s'échanger n'importe quand contre n'importe quel autre résultat d'une série téléologique (élever, abattre, écorcher, tanner, teindre, découper, coudre, ajouter des lacets). La neutralité et la polyvalence de l'argent s'opposent à l'aspect restreint des échanges non monétaires ; si je veux du blé et que je n'ai qu'une vache, il me faut quelqu'un qui, très précisément, n'a pas de vache et veut du blé. Pas facile dans un univers où pendant des millénaires la famille a été, précisément, l'unité d'autosuffisance économique, l'unité où l'on essaie de produire en même temps et blé et vache. Où la variété des tâches internes permet de se passer d'échanges externes.

En sus, l'idéal de la famille est qu'on n'y compte pas les services rendus : une mère ne demande pas sa carte de crédit à son bébé avant de lui donner le sein. L'argent, qui rend l'échange universel et facile, dissout, ou au moins combat, tous les liens sociaux non fondés sur lui. On le voit dans l'histoire occidentale ; plus l'argent domine, plus la famille se rétrécit, s'amollit, se décompose.

Dans *Les Contradictions culturelles du capitalisme* de Daniel Bell, on retrouve cet assassinat de la famille par le capitalisme. Il exige des consommateurs une attitude hédoniste. On doit consommer. On doit satisfaire la moindre envie, si elle requiert un achat, et ne jamais remettre un caprice à demain. Si l'on n'a pas d'argent maintenant, alors, qu'on l'emprunte ! La dette et le crédit, voilà les vraies mamelles de la finance.

Or, le capitalisme est né grâce aux vertus inverses… chez les producteurs. La clé du succès est de savoir attendre, en particulier pour se faire plaisir. Ne pas dépenser tout de suite, pas avant que l'on ait produit un surplus. Quant à dépenser ce que l'on n'a pas (prendre un crédit, s'endetter), enfer et damnation ! L'austérité, la planification, le contrôle des appétits et des impulsions, voilà les traits de caractère de la personne responsable. Du père de famille.

La famille où il est plus facile, moins douloureux d'économiser, de se restreindre, entre autres parce qu'en théorie on peut y obtenir des satisfactions gratuites. La famille, où solidarité et autorité ont de très loin le pas sur les envies individuelles, subit pourtant l'attaque frontale du discours de base de la publicité : « Mes envies ont tous les droits, rien ne doit freiner leur satisfaction. »

Dans *PR ! A social history of spin* (Basic Books), S. Ewen rappelle que le premier maître de la propagande moderne fut F.D. Roosevelt. Il inventa la fausse bonhomie, le « je comprends la situation de M. Tout-le-Monde, parce que je suis comme tout le monde » à présent de règles pour les chefs d'État, même contre l'évidence (ah, l'accordéon de Valéry Giscard d'Estaing…). Stupéfaits par le succès de cette attitude, les patrons américains en comprirent la puissance. Ils mirent très vite en pratique cette technique de contrôle social par le contrôle mental. Ils financèrent (dès 1935 !) une marée de bandes dessinées (*Les Histoires de l'Oncle Paul* » s'inspirent de *Uncle Abner says*), de feuilletons radiophoniques et plus tard télévisées (*The American Family Robinson*), d'articles clefs en main envoyés gratis aux journaux. Tous exposaient la version patronale des solutions sociales en termes exclusivement… familiaux. Opinion de gauche ? Le fils enthousiaste mais naïf. Opinion patronale ? Le père plein de sagesse. Ou encore, fille enamourée d'un intellectuel étranger (de gauche), revenant à de meilleurs sentiments pour un technicien 100 % américain (de droite), connu et apprécié par le père.

Pourquoi la droite vénère-t-elle la famille, que le capitalisme et l'argent s'acharnent à détruire ? Parce que la famille est l'école de la soumission, le lieu où l'on apprend à aimer l'autorité.

Encenser la famille, qu'il est le premier à étrangler. Encenser la fidélité, quand il licencie sans hésitation. Encenser le savoir-faire, quand il organise l'enseignement de l'ignorance. Encenser l'abondance, quand il ravage la planète.

Le capitalisme voue un culte à ce qu'il détruit. Ce qui nous procure au moins une consolation, car ce qu'il encense le plus, c'est lui-même.

Nestor Potkine

Les personnes intéressées liront l'excellent livre de Ferdinand Lundberg, *Les Riches et les super-riches*, Stock.

Art, antifascisme, anarchie

Il arrive parfois que des rencontres contre nature produisent des ouvrages savants, prennent vie et soient l'occasion de réfléchir. C'est le cas à Essen, dans le bassin de la Ruhr, en Allemagne. Là, l'art contemporain, la peinture essentiellement, a rendez-vous avec le nazisme. Il s'agit en fait d'une commémoration. Au début du XXe siècle, un riche héritier décide de construire, dans cette cité dédiée à la production d'acier, un musée qui abritera des collections d'objets relevant des sciences naturelles, d'œuvres d'artisanat d'art ainsi que le début d'une collection de tableaux dont le premier est un Renoir, représentant une jeune fille, Lise, avec son parasol. À la mort de son propriétaire en 1921, le musée devient propriété de la municipalité.

L'acquisition de tableaux contemporains va continuer. On y trouve aussi bien des Van Gogh que des Seurat, des Kirchner ou des Kandinsky, sans parler des Chirico, des Matisse ou des Gauguin et bien d'autres. Ce musée Folkwang reçut alors le titre de « plus beau musée du monde ». Puis 1933 arriva avec d'autres amateurs d'art.

Les nazis et l'art dégénéré

Comme tous les totalitaires, les nazis ne supportent pas les œuvres de l'esprit, particulièrement quand elles donnent une représentation de la réalité non conforme aux normes esthétiques héroïsantes. Quand en plus les artistes sont de gauche et parfois juifs, les limites supportables sont franchies. Comme pour tous les totalitaires, l'art doit être au service du pouvoir. Il n'a de justification que s'il vise à consolider la façon de voir des dirigeants en leur servant de porte-parole.

La lutte contre l'art dégénéré culmine avec l'exposition de Munich au mois de juillet 1937. Dans tous les musées, les œuvres d'art sujettes à caution ont été décrochées, emballées et envoyées à Munich. On compte environ 5 000 peintures. Cette exposition, inaugurée par Hitler lui-même, va attirer à Munich 200 000 personnes, puis elle circulera dans tout le pays. Ironiquement, ce sera la première exposition de masse d'art moderne de l'histoire. Suite logique de cette expropriation, la loi « relative à la confiscation des produits de l'art dégénéré » est votée par le Reichstag en mai 1938. Ce qui va permettre l'accaparement par quelques hiérarques nazis d'un certain nombre d'œuvres, le plus connu étant Goering, qui ne résistera pas à faire ses courses dans tous les endroits où la Wehrmacht le précédera.

Les tableaux qui vont échapper à la tempête de feu qui détruira l'Allemagne à la fin de la guerre sont ceux qui seront vendus à l'étranger par un régime en quête de devises étrangères nécessaires à son effort de guerre.

Le retour de l'art exilé

Installé dans un nouveau bâtiment aux lignes épurées, le musée Folkwang, au nom issu de la légende germanique qui signifie « palais du peuple », nous invite à venir voir ces tableaux, dispersés dans le monde entier, de retour pour quatre mois dans leur berceau natal. Le visiteur est accueilli, dès le début, par un grand tableau d'Oskar Schlemmer dans lequel l'amateur averti ne peut s'empêcher de déceler une référence à ce tableau mondialement connu de Velasquez qui a tellement inspiré Picasso, les *Ménines*. Ce faisant, la haine nazie contre l'art dit « dégénéré » apparaît en pleine lumière comme étant en fait une haine contre tout ce qui n'était pas avant eux. Ces œuvres, qui ont survécu au Reich de mille ans, ont perdu leur caractère d'avant-garde, et en même temps sont devenues les piliers incontournables de l'art pictural contemporain. Si la grande majorité de ces peintres sont des opposants au régime national-socialiste, il en est pourtant un qui ne le fut pas. L'apport d'Emil Nolde à l'art est aussi indiscutable que son attirance pour le parti d'Adolf Hitler, auquel il adhère en 1935. Il aurait aimé être reconnu mais sa peinture est aux antipodes des critères nazis. Nolde appartient sans conteste au courant expressionniste allemand. Il a peint un retable représentant la vie du Christ absolument spectaculaire, avec des personnages aux couleurs fortes et aux traits grossiers. Bien qu'il ait été défendu par Goebbels, ses tableaux rejoindront ceux présentés dans l'exposition mentionnée plus haut. Il sera expulsé de l'Académie des arts. Dans le musée, à côté de ses tableaux, il y a deux toiles de Signac, merveilleuses de luminosité. Si on connaît les opinions de Nolde, tout est fait pour cacher celles de Paul Signac en faveur de l'anarchisme. Deux peintres aux styles bien différents l'un de l'autre, si ce n'est opposés, comme le sont leurs opinions, se retrouvent honnis par ces partisans de la supériorité raciale aryenne.

Art et devoir de mémoire

Pendant les quatre mois que dure cette exposition, Essen s'inscrit comme un de ces lieux de mémoire qui sont devenus si courants ces dernières années. L'Historial de Péronne, consacré à la guerre de 14-18, le Mémorial de Caen, qui célèbre les plages du débarquement de 1944, tel ou tel cimetière militaire, le Mémorial de la Shoah de Paris ou celui de Berlin, les monuments aux morts des villages de part et d'autre des frontières, comme la conservation envers et contre tous des lieux d'horreurs que sont les camps de concentration ou les lieux d'exécutions, on dirait que notre monde n'en a pas fini avec la célébration de sa propre folie. Sous une forme ou sous une autre, le spectacle chasse la mort. Sur le livre d'or du musée Folkwang, un visiteur français saluant cette exposition regrettait que le journal *Le Monde* y ait consacré une double page, ne se rendant pas compte que la barbarie n'a pas quitté nos portes. L'art, quelle que soit sa forme, a peu de place dans la politique de droite comme de gauche, et encore moins parmi ceux qui se pensent révolutionnaires. Tous considèrent cela comme accessoire même s'ils y consacrent argent et temps de façon rituelle. La façon dont les régimes politiques de tout temps considèrent la production artistique est révélatrice de la liberté et du bonheur qui y règne. La dissidence artistique a existé de tout temps et en tout lieu. François Cheng a consacré un livre étonnant à ces peintres chinois de la voie excentrique qui pendant des siècles ont peint des œuvres contestatrices de l'art officiel, qui vues par des yeux occidentaux leur restent incompréhensibles quant à leur dimension rebelle. C'est pour cela que lorsqu'un musée comme celui-là ouvre ses portes à des tableaux ayant échappé aux bûchers de l'histoire, la question de savoir si cela suffit pour empêcher que cela se reproduise se pose. Elle se pose de même pour tous ces rituels mémoriels qui servent plus à exorciser le passé qu'à prévenir les horreurs à venir. Car le ventre est encore fécond, comme le rappelle en 1964 dans le journal *Combat*

l'écrivain Alain Bosquet, alors directeur littéraire d'une grande maison d'édition, quand il juge que « la consécration du peintre américain Rauschenberg est un événement dégradant dont on peut se demander si l'art de l'Occident pourra se relever ». Il faut aussi se souvenir de ces émules français des gardes rouges qui voulurent, en mai 1968, recouvrir de rouge les fresques de Puvis de Chavannes qui ornent les murs du grand amphithéâtre de la Sorbonne.

L'anarchisme et l'art

Si la soif de justice, la révolte insurrectionnaliste, la lutte quotidienne pour ne pas sombrer sous les coups du consumérisme sont les moteurs de l'anarchisme, la relation militante à l'art est freinée par le cocon qui l'enferme et le présente. Les princes évêques dans l'Occident médiéval chrétien remplirent, tout en escroquant les paysans, le rôle de conservateurs de l'art par le biais de la construction des cathédrales. Dans la tradition française moderne, il revient au pouvoir d'État de mettre en place les écrins nécessaires à la préservation comme à la présentation de l'art sous toutes ses formes. Dans la sphère germanique, la tradition rhénane de mécénat patronal tient une grande place dans la politique muséale d'outre-Rhin. Le bâtiment du musée Folkwang a été financé en grande partie par la fondation Krupp dont la fonction est de gérer l'héritage d'Alfried Krupp, criminel de guerre nazi. On retrouve cette situation avec les entreprises Burda ou Wurth par exemple, dont les musées sont présents dans une dizaine de pays.

Aujourd'hui, dans la mouvance anarchiste demandons-nous quelle place a la manifestation de l'art. Cela apparaît bien loin de l'acte militant, comme quelque chose d'accessoire dans le combat politique. Dans ce musée d'Essen, les tableaux présentés l'étaient au milieu d'objets anciens magnifiques venant d'Égypte, de Grèce, ou plus récents, de Bali, mais qui avaient tous des objets du quotidien. Ce côte à côte faisait ressortir à quel point notre vie de tous les jours est pauvre d'objets beaux, non stéréotypés. Nous avons la prétention de construire une société harmonieuse, nous oublions souvent que l'activité artistique est consubstantielle à cette harmonie. L'art préfigure ce que nous voulons. Combien de fois avons-nous repoussé le beau dans nos tracts, nos affiches, nos journaux par une espèce de réflexe militant austère alors qu'ils devraient être aussi beaux que ce que nous voulons. Nous ne pouvons pas être tous des artistes, mais leur place doit être centrale dans nos actions.

Pour finir, on peut dire que la tâche historique de l'anarchisme est de réintroduire l'art dans la vie quotidienne ou, encore plus important, de permettre à chacun de faire de sa vie une œuvre d'art.

Pierre Sommermeyer

Violences contemporaines

des émeutes qui bousculent la lutte des classes à l'ancienne

Paco

Avec *Une Violence éminemment contemporaine*, Jean-Pierre Garnier, chercheur et enseignant en sociologie urbaine, nous livre une série d'essais corrosifs sur la gestion politique des villes. Un ouvrage indispensable pour ne plus avaler les salades que les politiciens et leurs valets médiatiques nous servent dès qu'une « émeute » survient.

Jean-Pierre Garnier est l'auteur de plusieurs livres sur la politique urbaine (*Des barbares dans la cité*, Flammarion; *Le Nouvel Ordre local*, L'Harmattan; et, avec Louis Janover, *L'Involution politico-idéologique de l'intelligentsia de gauche française*, Spengler). Avec son dernier ouvrage, il propose une synthèse de quarante années d'études sur les réalités urbaines et les discours dominants. On trouve ainsi des textes parus dans des revues française, espagnole et brésilienne (*Repères*, *Utopie critique*, *Espaces et sociétés*, etc.) ainsi que dans *Le Monde libertaire*.

En introduction, Jean-Pierre Garnier dénonce le processus d'urbanisation qui devient la règle sur la planète. « Longtemps associé à la civilisation des mœurs, on découvre maintenant qu'il peut donner lieu à des formes inédites de sauvagerie pour ne pas dire de barbarie: accentuation de la ségrégation sociale allant jusqu'à un apartheid résidentiel de fait, multiplication des violences dites urbaines, obsession sécuritaire et omniprésence des dispositifs de contrôle des "populations à risque", destruction du patrimoine urbanistique, architectural et naturel, atrophie de la vie sociale consécutive à la disparition des lieux de rencontres, etc. »

Cher au philosophe et sociologue Henri Lefebvre, le « droit à la ville » est devenu aujourd'hui la jouissance exclusive des classes possédantes et des élites. Moins marqués qu'en Asie, en Afrique ou en Amérique du Sud, les clivages sociaux (la fameuse « fracture ») sont néanmoins criants en France. Ici comme partout, la voracité des dominants est sans bornes. Les classes populaires – ouvriers,

employés et chômeurs – sont expulsées des lieux convoités par les vautours. « Dans les maisons individuelles ouvrières réaménagées et les locaux industriels ou artisanaux reconvertis en lofts, une nouvelle population s'est établie avec le soutien d'élus locaux soucieux d'améliorer l'image de leur commune. "Rénovation" et "réhabilitation" se conjuguent alors pour repousser encore plus loin, dans le périurbain voire en zone rurale, l'habitat populaire qui, contrairement à ce que laisse entendre le battage médiatique sur les "violences urbaines", ne saurait être identifié aux seuls logements sociaux regroupés en "cité". »

En clair, quand un quartier devient « branché » après un « renouvellement urbain », cela signifie qu'une catégorie d'habitants en a été chassée. Cela s'appelle la gentrification (du mot « gentry » qui désignait la petite noblesse anglaise). Nos petits bourgeois new-look ne vivent certes pas comme les bourgeois traditionnels. Ils consomment et se cultivent « autrement », mais toujours haut de gamme. Bobos et super-bobos libéraux-libertaires, de droite comme de « gauche », baignent dans le capitalisme comme des poissons dans l'eau. Ce qui nous conduit assez loin de la bohème d'autrefois. Signe des temps, en décalage avec leurs ancêtres, ils se pacsent, sont pour le développement durable et prennent la défense des minorités sexuelles ou ethniques... Voilà ce que nous apprennent les beaux magazines. Ce que l'on dit moins, c'est que cette politique de nettoyage social, dans laquelle est notamment moulé le projet du Grand Paris, est une véritable bombe à retardement. Expulsés des villes, les prolos et sous-prolétaires vont se replier dans des zones rurales qui échappent à la gentrification. « Faute d'alternative politique leur permettant de s'extraire de leur désastreuse situation, les laissés-pour-compte de la "métropolisation" pourraient bien, dans les années qui viennent, contribuer à la diffusion de la violence urbaine sur l'ensemble du territoire », prévient Jean-Pierre Garnier.

L'analyse des violences, comme celles de 2005 et de 2007, nous instruit sur le bourbier dans lequel patauge intégralement toute la classe politique, extrême gauche comprise. Ce n'est plus un fossé mais un gouffre qui sépare les « casseurs » et la bonne société. Politiciens et médias nous enfument en parlant à chaque fois de violences aveugles, gratuites ou absurdes. Ah ? Attaquer des commissariats, des entreprises installées en zone franche mais qui ne jouent pas le jeu, une trésorerie principale, un bureau de l'ANPE, des écoles qui orientent vers des ghettos sociaux, des bus aux tarifs prohibitifs, des bagnoles de sociétés privatisées, des concessionnaires de voitures hors de prix..., ce n'est ni aveugle ni gratuit ni totalement absurde ! Reste la question de la sempiternelle voiture des malheureux voisins brûlée dans la foulée. « Il est hypocrite, pour ne pas parler d'indécence, de s'apitoyer sur le malheur des démunis privés de leur véhicule quand cela fait des années que la misère est orchestrée par les nantis qui ne se soucient guère de la vie gâchée des enfants des quartiers populaires », réplique Jean-Pierre Garnier.

Désolé de casser le rêve naïf du « vivre ensemble ». Cette belle idée est une pure fiction dans une société ultra-inégalitaire. Les « sauvageons » ont été enfantés par le système capitaliste, lui-même d'une sauvagerie sans nom. Toutes les violences subies, sociales, économiques, racistes, etc., sont retournées à l'expéditeur. C'est le rendu de monnaie pour des années d'errance entre bahuts dépotoirs, stages bidon ou boulots d'esclave. C'est le prix à payer quand le pouvoir applique la tolérance zéro pour ceux d'en bas et l'impunité totale pour ceux d'en haut... Avec tous les mauvais coups qui vont encore nous tomber sur la gueule, il n'y a aucune raison de penser que ces colères-là s'apaiseront. « La question n'est pas de savoir pourquoi il y a des gens qui jettent des pierres sur la police, mais de savoir pourquoi... il y en a si peu », disait le psychanalyste Wilhelm Reich (1897-1957).

Sans leaders ni revendications, les « violences des cités » laissent perplexes. Nous sommes loin de la lutte des classes « à l'ancienne », plus facile à contrôler et à neutraliser par la négociation. Les dirigeants de gauche perdent leurs repères face aux scènes de « guerre civile » diffusées en boucle par les médias. Ils paniquent tellement qu'ils pactisent à chaque fois avec la droite sécuritaire au nom de l'ordre républicain. Les Bac sont même parfois promues au rang de « casques bleus » ! Quand la lutte contre « l'insécurité » prend le pas sur la lutte contre les inégalités, c'est le commencement de la fin. « À une vie sans avenir, on ne peut opposer qu'une violence sans limites », assurait un responsable associatif en 2005.

La facture des violences qui ratiboisent jeunes et moins jeunes sera salée un jour ou l'autre. « Il faudra en payer le prix sous la forme d'une violence apparemment "insensée", à la fois imprévisible et incompréhensible, faute de saisir ou d'admettre la logique sociale inédite dont elle est le produit », explique Jean-Pierre Garnier. « Une violence que nous nommerons, en attendant mieux, "contemporaine" et que d'autres appellent "post-politique", pour la distinguer d'une "violence historique", ainsi qualifiée parce qu'elle se réfère au sens que toute une tradition, à la fois philosophique et politique, prêtait à l'histoire. »

P.

On consultera avec profit les sites :
lepost.fr/tag/sociologie
lepost.fr/tag/developpement-durable
lepost.fr/tag/violences-urbaines
lepost.fr/tag/grand-paris
lepost.fr/tag/clivage-social

Jean-Pierre Garnier,
Une Violence éminemment contemporaine, Essais sur la ville, la petite-bourgeoisie intellectuelle et l'effacement des classes populaires, éditions Agone, collection Contre-Feux, 258 pages, 18 euros. En vente à la librairie du Monde libertaire.

Il y a belle lurette qu'on n'a pas causé de Radio libertaire dans une brochure, un livre… Le 1er septembre 1981, Radio libertaire, la radio de la Fédération anarchiste, faisait, pour la première fois, entendre sa voix sur Paris et la proche banlieue.
Le reste c'est de l'histoire… du siècle dernier ! En ce début de 2010, nous avons décidé de collecter ce que les émissions actuelles de Radio libertaire ont à dire sur 89,4. Chaque semaine, des émissions se présenteront dans Le Monde libertaire. À la fin, on ramassera les copies et on en fera une brochure, un ouvrage. Bonne lecture !

Chronique hebdo

Depuis des lustres, cette émission propose à la sagacité de ses auditeurs un ou plusieurs sujets de réflexion en rapport avec l'actualité.

À l'inverse de la quasi-totalité des médias dont le projet de décervelage est de jeter en vrac sur les ondes une foule d'informations éclairs bien triées, l'insignifiance des unes masquant l'importance des autres, « Chronique hebdo * » cherche à aller au-delà du simple matraquage événementiel.

« Chronique hebdo » est depuis 1987 une émission produite par le groupe La Vache folle de la Fédération anarchiste. Ce groupe a également produit jusqu'à son numéro 13, en 2008, la revue *Anartiste*. L'un de ses collaborateurs est membre du bureau de la Société Pierre-Joseph Proudhon.

Donner du sens à ce qui est souvent présenté comme fortuit ou fatal, approfondir ce qui précède, entoure l'événement, ce que cache le discours officiel, relier des phénomènes de société en apparence indépendants. Tel est le projet.

Les multiples facettes de l'actualité nous entraînent ainsi, tous les jeudis, sur les chemins du social, du politico-philosophique, du littéraire et de l'artistique. L'éthique et l'esthétique anarchistes sont notre boussole.

Il nous arrive d'avoir des invités d'autant plus intéressants qu'ils ne trouvent pas en nous de simples faire-valoir. Le débat d'idées, la confrontation des points de vue, les échanges contradictoires sont nos outils. À nos auditeurs de se faire ainsi leur propre jugement. Participants des batailles en cours, poètes, musiciens, journalistes, sociologues, cinéastes, peintres, écrivains, philosophes, professeurs, syndicalistes avisés, etc., se sont succédé dans les studios de Radio libertaire, pour « Chronique hebdo ».

Longue serait la liste de tous ceux qui sont venus ainsi présenter leurs créations et répondre à nos questions.

Au hasard, citons, parmi les artistes de l'écrit, Pierre Bourdieu et son *Ce que parler veut dire*, Cornélius Castoriadis et sa *Montée de l'insignifiance*, Albert Cossery et ses *Mendiants et orgueilleux*. Les humoristes ont eu aussi leurs entrées à « Chronique hebdo » : frappé d'ostracisme par son patron, Siné, le « semeur de zone » volontaire, et Michel Onfray, l'amuseur involontaire, furent des nôtres. Tous les jeudis de 10 à 12 heures.

Gérard, Jacques et Josie

---

*. Contacts :
01 43 71 89 40
Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris
archibaldzurvan@neuf.fr
gejan@wanadoo.fr
josie.pin@gmail.com
chronique-hebdo.blogspot.com
ou lire les chroniques d'Archibald sur archibaldzurvan.blogspot.com

Chants/Contrechamps

Créé en avril 2002, « Chants/Contrechamps » est une émission mensuelle consacrée à l'actualité du cinéma mondial et de la chanson française.

L'émission propose un volet « cinéma » : sélection, critique des films en salles et en DVD, débats, bandes originales, avec une priorité accordée au cinéma d'auteur, de fiction ou documentaire et aux œuvres indépendantes ; un volet « chanson » : annonce des spectacles à l'affiche, sorties discographiques, rencontres avec des artistes du réseau alternatif, etc.

Nous nous efforçons de défendre une culture de qualité, libre, engagée, émancipée des pouvoirs et des balises médiatiques, d'aborder des sujets de société et de donner la parole à des talents méconnus. Le 1er dimanche du mois de 15 h 30 à 17 heures.

Animation : Laurence Berger, Arno Gaillard, Thierry Hervieu, Nadia Maschino, Andy R. Technique : Jean-Noël Félix.

Affiche disponible à la librairie du *Monde libertaire*.

Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :

www.librairie-publico.com

Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf

Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site

www.trouverlapresse.com

un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez *Le Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.

Journée d'action « Liberté de circulation »

15 mai à Paris, M° Jaurès, ligne 2, à 14 heures.

Entraves à la liberté de circuler !

Aujourd'hui, ce ne sont pas seulement les migrants et sans-papiers qui sont interpellés, ce sont aussi les précaires, jeunes stigmatisés qui subissent le harcèlement des contrôles d'identités au faciès et de leurs titres de transports.

« Attentifs ensemble »...

À grands renforts de lois sécuritaires, les gouvernements légitiment chaque jour le contrôle et la surveillance accrus de l'espace social collectif.

C'est ainsi qu'on encourage la délation des hommes, femmes et enfants sans papiers, dans les administrations, banques et jusque sur leur lieu de travail.

On contrôle, sanctionne et culpabilise les chômeurs et précaires, on segmente les quartiers avec des portiques et des codes, on arrête dans les écoles, on sanctionne le « délit de solidarité », on stigmatise les groupes politiques et communautés qui résistent.

Politique migratoire européenne !

Les migrants qui arrivent à Calais, au terme d'un périple de plusieurs mois, sont harcelés, chassés et expulsés sans répit. La destruction de la « jungle » de Calais et la fermeture systématique de tous les lieux de solidarités par une police aux traitements inhumains et dégradants, condamnent les exilés à l'errance et à la persécution.

La transformation des frontières en barbelés et miradors participe à la politique européenne de gestion des « flux » migratoires où les migrants sont réduits à de simples quotas. Pour mener à bien ces objectifs, l'Agence européenne Frontex, surarmée et aux pouvoirs considérables, met en œuvre une chasse impitoyable dans les espaces maritimes, aériens et terrestres, forçant les migrants à emprunter sans cesse des trajectoires plus dangereuses et mortelles (1 508 décès recensés aux frontières de l'Union européenne en 2008).

La liberté de circulation est empêchée et violemment réprimée pour les exilés qui fuient la guerre, la corruption et la misère : tous les accès à l'Europe sont refusés. Le droit au logement, au travail, à une vie décente pour les exilés qui veulent se reconstruire ou rejoindre leur famille émigrée en Europe, sont bafoués par les règlements européens liberticides comme le règlement Dublin 2 ordonnant le renvoi systématique du demandeur d'asile dans le premier pays d'entrée où ses empreintes ont été prises (fichier Eurodac). Ainsi, la Grèce, voie d'entrée principale de l'Europe, n'instruit que 0,03 % des demandes d'asile, en violation de la Convention européenne des droits de l'homme et des accords de Genève.

En outre, la directive « Retour » *harmonise* au niveau européen la durée de la rétention (détention des sans-papiers) jusqu'à 18 mois pour pouvoir expulser envers et contre tout.

Le programme de Stockholm des 27 ministres de l'Intérieur durcit quant à lui toutes les législations européennes. Au prétexte de la lutte antiterroriste les pays européen nous entraînent dans une grave dérive sécuritaire de contrôle et de répression des individus.

Acteurs économiques complices

Quand la lutte contre l'immigration devient un business, l'expulsion, l'enfermement et la logistique sécuritaire deviennent des sources de profits (juteux). Des hommes et femmes sans papiers construisent les centres de rétentions qui les enferment, nettoient les gares et trains dans lesquels ils sont contrôlés et arrêtés. Ils sont réduits à une simple force de travail que l'on prend et jette à merci.

Le cynisme n'a pas de frontières...

Parce que la liberté de circuler est menacée par l'existence même des frontières, No Border refuse et entend combattre l'Europe du tout profit, criminelle, funeste, et carcérale qui piétine la liberté de chacun à circuler, à s'installer. Liberté de circulation et d'installation pour tous !!!

Le samedi 15 mai 2010, nous appelons à une vaste journée d'action et de manifestation envers les acteurs politiques, économiques, institutionnels et idéologiques qui dissimulent leur profit derrière une Europe sécuritaire et liberticide.

No Border

parisactionday. noblogs.org
noborderparis@riseup.net

Le nouveau site du *Monde libertaire* est en ligne :

monde-libertaire.fr

Vous y retrouverez les articles des derniers numéros et bien d'autres choses !

Radio libertaire

Jeudi 13 mai

Chronique hebdo (10 heures) Commentaires anarchistes de l'actualité.

De rimes et de notes (12 heures) Actualité de la chanson et du spectacle.

Bibliomanie (15 heures) Autour des livres.

Petites annonces d'entraide (16 h 30).

Si vis pacem (18 heures) La journée internationale des objecteurs du 15 mai : Paraguay.

Les enfants de Stonewall « Affinités électives » (19 h 30) Émission gay et lesbienne.

Epsilonia (22 heures) Musiques expérimentales et expérimentations sonores

Vendredi 14 mai

Zones d'attraction (11 h 30) recevra des membres du groupe Théâtre de l'opprimé.

Les oreilles libres (14 h 30) Le groupe Sex, Drugs and Rebetiko (mélange de musiques grecques et turques).

Koumbi (16 heures) Chroniques africaines.

Radio espéranto (17 h 30) Défense et la promotion de la langue espéranto.

L'invité du vendredi : Raison présente (19 heures) Union rationaliste de France.

Bol d'art (22 h 30) Exposition de Denis Nautre, En dedans ou dents dehors.

Samedi 15 mai

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures) Non communiqué.

Chronique syndicale (11 h 30) Luttes et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) Salon du livre libertaire : la suite (enregistrements).

Deux sous de scène (15 h 30) Magazine de la chanson vivante.

Tribuna Latino Americana (19 heures) Actualité politique de l'Amérique latine et indigène.

Dimanche 16 mai

Ni maître, ni dieu (10 heures) Coordination des libres penseurs.

Folk à lier (12 heures) Musiques traditionnelles.

Cris et murmures (14 heures) Slam et poésie.

Des mots, une voix (15 h 30) recevra Véronique Olmi, pour ses livres *Le Premier amour* et *Promenade des Russes* (Grasset).

Désaxés (20 h 30) L'actualité du septième art.

Lundi 17 mai

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Trous noirs (16 heures) Michel Ragon, interviewé récemment chez lui, nous parle de ses romans, de ses enthousiasmes, de la voie libertaire qu'il a toujours revendiquée.

La santé dans tous ses états (18 heures) Manu Piot, psychanalyste, présidente de Femmes pour le dire, femmes pour agir, pour le colloque Violences envers les femmes : le non des femmes handicapées.

Ça urge au bout de la scène (21 heures) Actualité de la chanson.

De la pente du carmel, la vue est magnifique (22 h 30).

Mardi 18 mai

Le Parisien libertaire (8 heures) L'actualité parisienne. L'agenda et les rubriques habituelles.

Artracaille (11 heures) L'art, la folie, l'amour. L'autobiographie de Gérard Garouste, *L'Intranquille*.

Un peu d'air frais (16 heures) Écologie libertaire.

Pas de quartiers... (18 heures) Le groupe Louise-Michel reçoit Laurent Jacqua, taulard, séropositif, auteur entre autres de *La Guillotine carcérale*, militant d'Act Up et révolté toujours, avec des amis de la commission Prison d'Act Up. Tous à vos postes à germanium !

Paroles d'associations (19 h 30) *Un trou dans la ville* : performance théâtrale proposée dans les gares par la Compagnie Dérézo.

Émission spéciale (20 h 30) Antenne ouverte aux auditeurs.

Ça booste sous les pavés (22 h 30) Scène culturelle alternative par Squale.

Mercredi 19 mai

La bibliothèque anarchiste (8 heures) Lecture de textes militants.

Court-circuit (9 h 30) Philosophie, art et politique.

Blues en liberté (10 h 30) Johnny Young, mandoline et blues.

Sans toit ni loi (12 heures) Émission sur les mal-logés et la précarité.

Le manège (14 heures) Littérature & cinéma.

Femmes libres (18 h 30) Marie Moinard, auteure et éditrice (*Violences envers les femmes dans la BD*). Voir « La santé dans tous ses états », lundi 17 mai.

Ras les murs (20 h 30) Joseph, de l'association Groupe d'étudiants national d'enseignements aux personnes incarcérées (Genepi).

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Du vendredi 7 mai au mardi 18 mai

Paris (75)

Frap (Festival des résistances et des alternatives). Détail des programmes sur frap2010.org

Jeudi 13 mai

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : L'érotisme autrement. Premier cours : Érotisme et poilade, avec Étienne Liebig, éducateur et saxophoniste (après l'avoir rencontré, vous ne lirez plus Marguerite Duras de la même façon). Bourse du travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, M° Porte-de-Paris ou RER D. Entrée libre.

Paris IVe

Frap. SexTAZ (Zone temporaire d'autonomie du sexe). À la Marquise, 11, rue Birague. M° Saint-Paul ou Bastille. À 14 heures. « Du sexe virtuel ou exhibé au sexe réel, » discussion avec Jacques Lesage de La Haye. Puis concerts, débats jusqu'à 23 h 30.

Samedi 15 mai

St-Laurent-en-Royans (26)

20 h 30. Le groupe La rue râle vous invite à une soirée de théâtre et danse autour de *Nous avons toutes la même histoire*, un texte de Franca Rame et Dario Fo, présenté par la compagnie Ké-Seksa. Un spectacle qui questionne les rapports homme-femme, les rapports à l'autre, à la contraception, à l'avortement, au couple hétérosexuel. Entrée à prix libre ; à partir de 12 ans. Salle des fêtes. Contact : laruerale@no-log.org

Paris XVIIIe

Frap. Aux sources des migrations ? Afrique : main basse sur la terre ! Au ministère de la régularisation de tous les sans-papiers, 14, rue Baudelique. M° Simplon. De 12 h 30 à 20 h 30, concerts, débats et repas.

Mardi 18 mai

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionyversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle : Les luttes alternatives. Deuxième cours : le RATP (Collectif réseau pour l'abolition des transports payants). Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, M° Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Dimanche 16 mai

Paris XXe

Frap. Contre le fichage, le flicage, la délation : jouons collectif ! À la CNT, 33, rue des Vignoles. M° Avron ou Buzenval. De 13 heures à 20 h 30, concerts, débats.

Jeudi 20 mai

Paris VIIIe

12 h 30. Théâtre du Rond-Point. Le post-anarchisme expliqué à ma grand-mère. Présentation de Michel Onfray de l'Université populaire de Caen. 2bis, avenue Franklin D. Roosevelt. Entrée libre. Réservation indispensable au 01 44 95 58 81.

Vendredi 21 mai

Orléans (45)

20 heures. Le groupe Gaston-Couté organise un débat sur le thème médias et pouvoirs, au café l'Atelier, 203, rue de Bourgogne. yagoa.fr/loiret-libertaire

Samedi 29 mai

Saint-Jean-en-Royans (26)

20 h 30. Le groupe La rue râle de la FA vous invite à une soirée débat autour des logiciels libres. Le débat sera introduit et animé par des passionnés de Linux. Maison du Royans, 22, rue Pasteur. Contact : laruerale@no-log.org

Rouen (76)

15 heures. Vidéo-débat organisée conjointement par la librairie l'Insoumise, la CNT 76, Ras l'Front Rouen, la Fédération anarchiste, le NPA et Alternative libertaire dans le cadre d'une campagne internationale de soutien aux antifascistes russes. Librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Samedi 5 juin

Le Mans (72)

16 heures. Café libertaire organisé par le groupe Lairial : dérives sécuritaires et recul des libertés individuelles. Table de presse de Matérial. Épicerie du Pré, 31, rue du Pré.

Jeudi 10 juin

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures, Hugues Lenoir, enseignant à l'université de Nanterre, sera l'invité de la Bibliothèque sociale, animée par le groupe Kropotkine, pour un débat autour de ses deux ouvrages *Éduquer pour émanciper* (Éditions CNT-RP, 2009) et *Roorda, ou le zèbre pédagogique* (Éditions du Monde libertaire, 2010). Apéro dînatoire. Table de presse. Entrée libre et gratuite. 8, rue de Fouquerolles. Renseignements : 03 23 80 17 09.

Vendredi 11 et samedi 12 juin

Royère-de-Vassivière (23)

Une troisième édition du festival du documentaire politique et social en Creuse, Bobines rebelles, se déroulera à Royère-de-Vassivière. Tout le programme sur le site : bobinesrebelles.org

FACIES CONTROLS , PUPILS ARRESTS, DENONCIATIONS, CHARTERS DE LA HONTE, RETENTION CENTER, BORDER POLICE, DATABASE FILING, DNA DATABASE
EURODAC, FICHAGE, CCTV, VIDEOSURVEILLANCE, CHASSE AUX MIGRANTS, EXPULSIONS, PRELEVEMENTS ADN, AGENCE DE SECURITE AUX FRONTI
FRONTEX, RAFLES, SEPARATION DES FAMILLES, INTERNET SURVEILLANCE, PROJET INDECT, RETOUR A LA MORT, 18 MONTHS RETENTI
DIRECTIVE DE LA HONTE, BESSON, DEPORTATION, POLICE AUX FRONTIERES, BORDERS CLOSURES, FORTRESS EUROPE
SECURITY LAWS, REPRESSIONS POLICIERES, DUBLIN II, STOCKHOLM PROGRAM, BIOMETRY, RFID DRONES
ENFANCES VOLEES, ACCORDS SCHENGEN, ANTI-TERRORIST LAWS, COPS VIOLENCE, EXPOSURE
ANTI-IMMIGRATION EUROPEAN POLICIES, FACIES CONTROLS , PUPILS ARRESTS
EURODAC, FICHAGE, CCTV VIDEOSURVEILLANCE, CHASSE AUX MIGRANTS
FRONTEX, RAFLES, SEPARATION DES FAMILLES, INTERNET
DIRECTIVE DE LA HONTE, BESSON, DEPORTATION
SECURITY LAWS, REPRESSIONS POLICIERES, DUBLIN II, STOCKHOLM
ENFANCES VOLEES, ACCORDS SCHENGEN, ANTI-TERRORIST LAWS, COPS
ANTI-IMMIGRATION EUROPEAN POLICIES, FACIES CONTROLS , PUPILS ARRESTS
EURODAC, FICHAGE, CCTV VIDEOSURVEILLANCE, CHASSE AUX MIGRANTS, EXPULSIONS
FRONTEX, RAFLES, SEPARATION DES FAMILLES, INTERNET SURVEILLANCE, PROJET INDECT
DIRECTIVE DE LA HONTE, BESSON, DEPORTATION, POLICE AUX FRONTIERES, BORDERS
SECURITY LAWS, REPRESSIONS POLICIERES, DUBLIN II, STOCKHOLM PROGRAM, BIOMETRY
ENFANCES VOLEES, ACCORDS SCHENGEN, ANTI-TERRORIST LAWS, COPS VIOLENCE, EXPOSURE
ANTI-IMMIGRATION EUROPEAN POLICIES, FACIES CONTROLS , PUPILS ARRESTS, DENONCIATIONS
EURODAC, FICHAGE, CCTV VIDEOSURVEILLANCE, CHASSE AUX MIGRANTS, EXPULSIONS, PRELEVEMENTS
FRONTEX, RAFLES, SEPARATION DES FAMILLES, INTERNET SURVEILLANCE, PROJET INDECT, RETOUR
DIRECTIVE DE LA HONTE, BESSON, DEPORTATION, POLICE AUX FRONTIERES, BORDERS CLOSURES
ENFANCES VOLEES, ACCORDS SCHENGEN, ANTI-TERRORIST LAWS, COPS VIOLENCE, EXPOSURE, AN
EURODAC, FICHAGE, CCTV VIDEOSURVEILLANCE, CHASSE AUX MIGRANTS, EXPULSIONS, PRELEVEMENTS
FRONTEX, RAFLES, SEPARATION DES FAMILLES, INTERNET SURVEILLANCE, PROJET INDECT, RETOUR
DIRECTIVE DE LA HONTE, BESSON, DEPORTATION, POLICE AUX FRONTIERES, BORDERS CLOSURES
SECURITY LAWS, REPRESSIONS POLICIERES, DUBLIN II, STOCKHOLM PROGRAM, BIOMETRY
ENFANCES VOLEES, ACCORDS SCHENGEN, ANTI-TERRORIST LAWS, COPS VIOLENCE, EXPOSURE
ANTI-IMMIGRATION EUROPEAN POLICIES, FACIES CONTROLS , PUPILS ARRESTS, DENONCIATIONS
EURODAC, FICHAGE, CCTV VIDEOSURVEILLANCE, CHASSE AUX MIGRANTS, EXPULSIONS, PRELEVEMENTS
FRONTEX, RAFLES, SEPARATION DES FAMILLES, INTERNET SURVEILLANCE, PROJET INDECT, RETOUR
DIRECTIVE DE LA HONTE, BESSON, DEPORTATION, POLICE AUX FRONTIERES, BORDERS CLOSURES
SECURITY LAWS, REPRESSIONS POLICIERES, DUBLIN II, STOCKHOLM PROGRAM, BIOMETRY, RFID DRONES
ENFANCES VOLEES, ACCORDS SCHENGEN, ANTI-TERRORIST LAWS, COPS VIOLENCE, EXPOSURE
ANTI-IMMIGRATION EUROPEAN POLICIES, FACIES CONTROLS , PUPILS ARRESTS, DENONCIATIONS
EURODAC, FICHAGE, CCTV VIDEOSURVEILLANCE, CHASSE AUX MIGRANTS, EXPULSIONS, PRELEVEMENTS
FRONTEX, RAFLES, SEPARATION DES FAMILLES, INTERNET SURVEILLANCE, PROJET INDECT, RETOUR
DIRECTIVE DE LA HONTE, BESSON, DEPORTATION, POLICE AUX FRONTIERES, BORDERS CLOSURES
SECURITY LAWS, REPRESSIONS POLICIERES, DUBLIN II, STOCKHOLM PROGRAM, BIOMETRY, RFID DRONES, ENFANCES VOLEES, ACCORDS

NO BORDER

15/05 PARIS ACTION DAY

RASSEMBLEMENT 14H

PLACE DE LA ROTONDE, METRO JAURES

MANIFESTATION + VILLAGE NO BORDER
+ ACTIONS + CONCERTS + DEBATS

http://parisactionday.noblogs.org/